



Vu pour être annexé au PLU suite à la délibération
approuvant la révision allégée,
Fait à Montreuil-Sur-Mer,
Le Président de la CA2BM
Monsieur COUSEIN Bruno

Révision allégée

Commune de Wailly-Beaucamp

Résumé non technique

Procédure approuvée le :

4 juillet 2024

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| SOMMAIRE | 2 |
| PRESENTATION Du PROJET..... | 4 |
| COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX..... | 6 |
| I. Le SDAGE Artois-Picardie..... | 7 |
| II. Le SAGE de l’Authie et Canche | 22 |
| III. Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Pays maritime et Rural du Montreuillois..... | 24 |
| IV. Le Schéma Régional d’Aménagement et de développement durable du territoire (SRADDET) 25 | |
| V. Le PGRI Artois-Picardie | 28 |
| VI. Compatibilité avec le schéma interdépartemental des carrières | 30 |
| SYNTHESE DE L’ETAT INITIAL DE L’ENVIRONNEMENT..... | 32 |
| I. Milieu physique | 33 |
| 1. Topographie | 33 |
| 2. Géologie et pédologie | 34 |
| 3. Ressource en eau..... | 35 |
| 4. Risques naturels | 39 |
| II. Milieu naturel | 42 |
| 1. Zones naturelles | 42 |
| III. Risques..... | 45 |
| 1. Ambiance sonore..... | 45 |
| 2. Risques technologiques..... | 46 |
| IV. Paysage et patrimoine..... | 47 |
| V. Milieu humain | 50 |
| i. Artificialisation des sols | 50 |
| ii. Activités agricoles..... | 51 |
| iii. Eau potable..... | 52 |
| iv. Déplacements..... | 53 |
| VI. Services écosystémiques | 55 |
| IMPACTS ET MESURES « EVITER, REDUIRE, COMPENSER POUR L’ENVIRONNEMENT..... | 57 |
| I. Milieu physique | 57 |
| II. Ressource en eau..... | 58 |
| III. Climat et qualité de l’air | 59 |

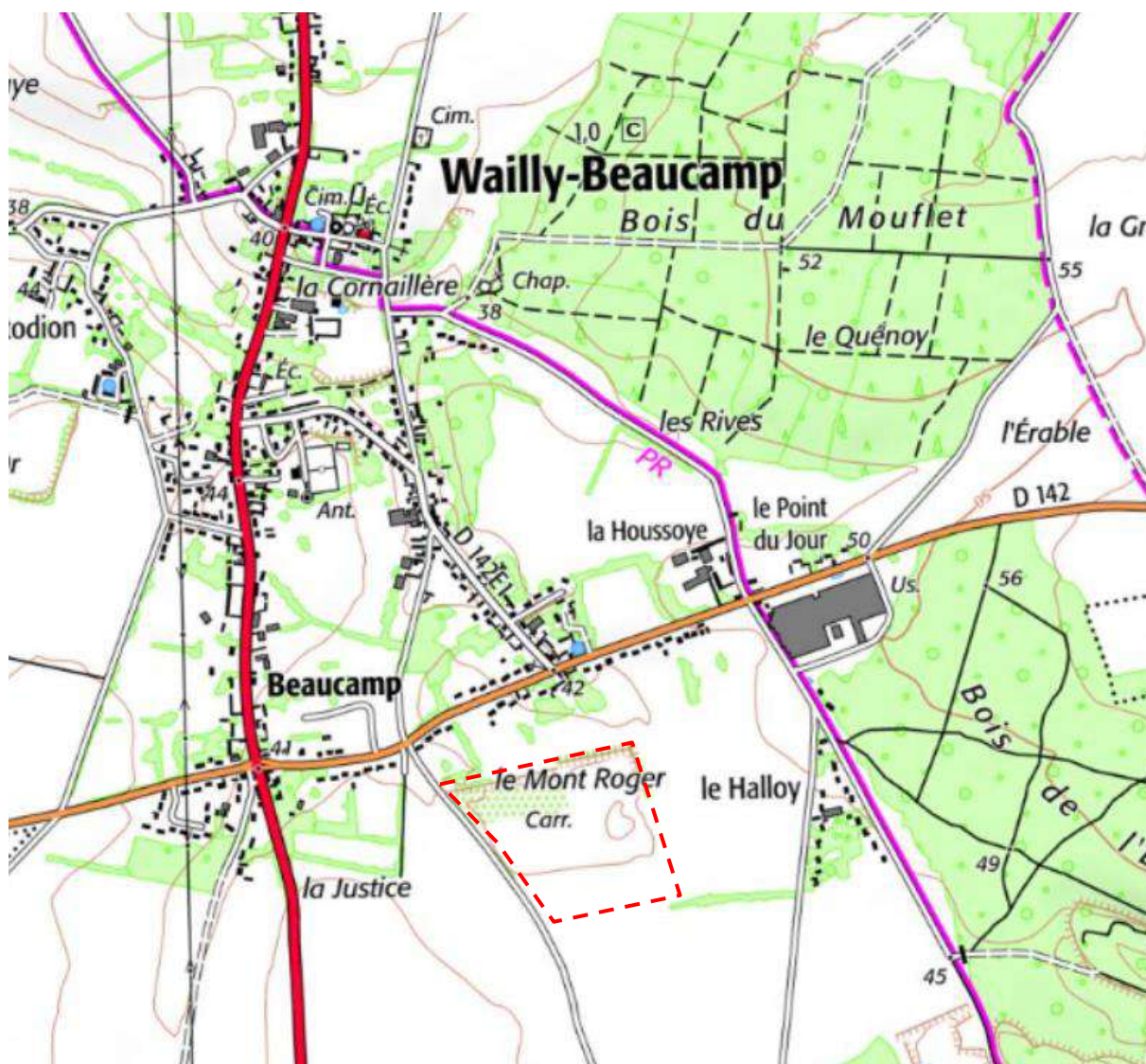
| | | |
|------------------|--|----|
| IV. | Milieu naturel | 59 |
| V. | Paysage et patrimoine..... | 61 |
| VI. | Risques naturels et technologiques | 62 |
| VII. | Agriculture | 63 |
| Conclusion | | 64 |

PRESENTATION DU PROJET

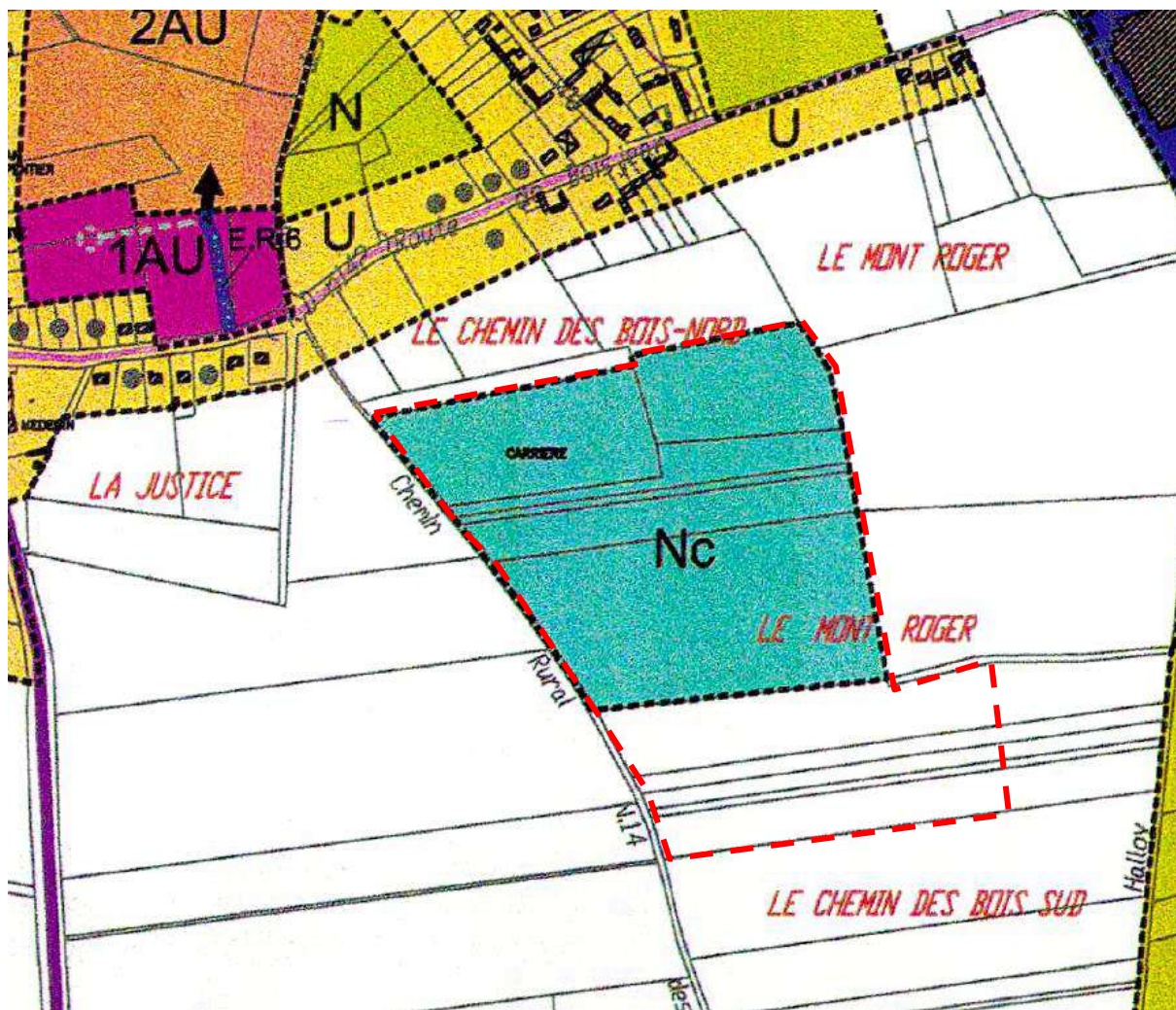
Le territoire de Wailly-Beaucamp accueille un gisement exploitable important. Ainsi le territoire comprend simultanément 2 à 3 carrières ouvertes depuis les années 50.

La présente carrière est ouverte depuis la fin des années 1980 / début des années 1990. La superficie a déjà été étendue 2 fois : la première extension a eu lieu dans les années 2010, puis une seconde fois depuis. La présente demande d'extension sera donc la 3^{ème}.

La carrière de Wailly-Beaucamp située au Sud du tissu urbain de Wailly-Beaucamp arrive au bout de ses capacités d'exploitation. L'entreprise souhaite s'étendre sur sa partie Sud en zone agricole.



Le secteur en question est au milieu du tissu agricole. Dans la configuration actuelle, le terrain est classé intégralement en zone naturelle à vocation d'exploitation de carrière (Nc). Le but du projet est d'étendre la zone Nc sur une petite partie de la zone A sur le côté sud de la carrière. La carrière est située sur les parcelles 0B31, 0B32, ZC01, ZC24, ZC28, ZC29. L'extension devrait se faire sur la moitié gauche des parcelles ZC05, ZC06, ZC07.



Le but de la modification de PLU est la préservation d'une activité économique industrielle et de l'emploi local. L'extension correspond à une consommation d'espace agricole de 4,09 ha, soit 0,5% des surfaces agricoles de la commune.

COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

Les Plans Locaux d'Urbanisme doivent être compatibles avec les orientations de documents, lois qui ont une portée juridique supérieure aux PLU. La hiérarchie des normes pour les PLU est définie par l'article 13 de loi ENE et retranscrites dans le Code de l'Urbanisme (L.101-1, L.101-2, L.131-1 à L.131-7, L.132-1 à L.132-3, L.152-3).

Deux types de relations entre les documents de planification :

- La **compatibilité** n'est pas définie précisément dans les textes de loi. Il s'agit d'une obligation de non-contrariété : un projet est compatible avec un document de portée supérieure lorsqu'il n'est pas contraire aux orientations ou aux principes fondamentaux de ce document et qu'il contribue, même partiellement, à leur réalisation.

- La **prise en compte**, est une obligation de ne pas ignorer.

Remarque : La prise en compte, ou en considération, des autres documents d'urbanisme ou relatifs à l'environnement est une exigence moins forte que l'observation d'un rapport de compatibilité. Il s'agit de faire en sorte que les objectifs énoncés dans le PADD et traduits sous forme prescriptive dans les orientations d'aménagement soient établis en toute connaissance des finalités propres à ces documents.

Les documents supra-communaux concernant le territoire :

Mise en compatibilité du PLU avec :

- Le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) du Pays maritime et rural du Montreuillois ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Artois-Picardie ;
- Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de l'Authie et de la Canche.

Prise en compte du PLU avec :

- Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durables et d'Egalité des Territoires du Nord-Pas-de-Calais (SRADDET) ;
- Le Plan de Gestion du Risque Inondation (PGRI) du bassin Artois-Picardie.
- Le Plan Climat Air Energie ;
- Le Schéma Interdépartemental des Carrière (SIC).

Les PLU/ PLUi approuvés disposent d'un délai de 3 ans, pour se rendre compatibles avec l'ensemble de ces documents de planification supra communal une fois ces derniers approuvés.

Par ailleurs, comme indiqué dans la circulaire du MEDDE (Ministère de l'Ecologie du Développement Durable et de l'Energie) du 12 avril 2006, « le rapport peut également faire référence à d'autres documents lorsque cela s'avère pertinent ».

I. Le SDAGE Artois-Picardie

La commune de Wailly-Beaucamp fait donc partie du SDAGE Artois-Picardie (2022-2027), projet adopté le 15/03/2022.

Les Schémas Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) fixent, pour chaque grand bassin hydrographique, les orientations fondamentales pour favoriser une gestion équilibrée de la ressource en eau entre tous les usagers (citoyens, agriculteurs, industriels) ainsi que les objectifs d'amélioration de la qualité des eaux superficielles et souterraines, sur un bassin hydrographique, pour une durée de 6 ans.

Il est élaboré par le Comité de Bassin et approuvé par le préfet coordinateur de bassin.

Le SDAGE est né avec la loi sur l'eau de 1992, qui dispose qu'il « fixe pour chaque bassin ou groupement de bassins les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau ».

L'état Français a choisi les SDAGE, afin de prendre en compte les objectifs définis par la Directive cadre sur l'eau (DCE). Le SDAGE en cours s'applique pour la période 2022-2027.

Il est le premier outil d'orientation mis en place par la loi pour protéger et gérer l'eau dans son intérêt général, en tenant compte des intérêts économiques. Il définit les grandes orientations et les objectifs de qualité à prendre en compte dans la gestion de l'eau et de son fonctionnement sur le territoire du bassin versant Artois Picardie.

Le SDAGE a une certaine portée juridique, d'après l'article L. 212-1 du Code de l'Environnement. Il est opposable à l'administration et non aux tiers, c'est-à-dire que la responsabilité du non-respect du SDAGE ne peut être imputée directement à une personne privée. En revanche toute personne pourra contester la légalité de la décision administrative qui ne respecte pas les mesures du document. Tous les programmes ou décisions administratives ne peuvent pas être en contradiction avec le SDAGE sous peine d'être annulés par le juge pour incompatibilité des documents.

Objectifs du SDAGE

Les 5 enjeux du bassin Artois-Picardie sont désignés par des lettres :

- Enjeu A : Maintenir et améliorer la biodiversité des milieux aquatiques,
- Enjeu B : Garantir une eau potable en qualité et en quantité satisfaisante,
- Enjeu C : S'appuyer sur le fonctionnement naturel des milieux pour prévenir et limiter les effets négatifs des inondations,
- Enjeu D : Protéger le milieu marin,
- Enjeu E : Mettre en œuvre des politiques publiques cohérentes avec le domaine de l'eau.

Les orientations et dispositions applicables sont synthétisées dans le tableau ci-après :

| Thèmes du SDAGE 2022-2027 | | Mesures prises au travers du document d'urbanisme |
|--|---|---|
| Enjeu A : Préserver et restaurer la fonctionnalité écologique des milieux aquatiques et des zones humides | | |
| A.1 – Continuer la réduction des apports ponctuels de matières polluantes classiques dans les milieux | A-1.1 : Limiter les rejets | Non concerné |
| | A-1.2 : Améliorer l'assainissement non collectif | Non concerné |
| | A-1.3 : Améliorer les réseaux de collecte | Non concerné |
| A.2 – Maitriser les rejets par temps de pluie des surfaces imperméabilisées par des voies alternatives (maitrise de la collecte et des rejets) et préventives (règles d'urbanisme notamment pour les construction nouvelles) | A-2.1 : Gérer les eaux pluviales | Non concerné |
| | A-2.2 : Réaliser les zonages pluviaux | Non concerné |
| A.3 – Diminuer la pression polluante par les nitrates d'origine agricole sur tout le territoire | A-3.1 : Continuer à développer des pratiques agricoles limitant la pression polluante par les nitrates | Non concerné |
| | A-3.2 : Rendre cohérentes les zones vulnérables avec les objectifs environnementaux | Les enjeux environnementaux ont été pris en compte dans le choix de la zone d'extension |
| | A-3.3 : Accompagner la mise en œuvre du Programme d'Actions Régional (PAR) Nitrates en application de la directive nitrates | Non concerné |

| Thèmes du SDAGE 2022-2027 | | Mesures prises au travers du document d'urbanisme |
|---|---|---|
| A.4 – Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de limiter les risques de ruissellement, d'érosion, et de transfert des polluants vers les cours d'eau, les eaux souterraines et la mer | A-4.1 : Limiter l'impact des réseaux de drainage | Non concerné |
| | A-4.2 : Gérer les fossés, les aménagements d'hydraulique douce et les ouvrages de régulation | Non concerné. |
| | A-4.3 : Eviter le retournement des prairies et préserver, restaurer les éléments fixes du paysage | Les éléments fixes du paysage sont évités. |
| | A-4.4 – Conserver les sols | Le projet prévoit la requalification du site au terme de l'exploitation |
| A.5 – Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques dans le cadre d'une gestion concertée | A-5.1 : Définir l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau | Non concerné |

| Thèmes du SDAGE 2022-2027 | | Mesures prises au travers du document d'urbanisme |
|---------------------------|--|---|
| | A-5.2 : Préserver les connexions latérales des cours d'eau | Non concerné |
| | A-5.3 : Mettre en œuvre des plans pluriannuels de restauration et d'entretien des cours d'eau | Non concerné |
| | A-5.4 : Réaliser un entretien léger des milieux aquatiques | Non concerné |
| | A-5.5 : Respecter l'hydromorphologie des cours d'eau lors de travaux | Non concerné |
| | A-5.6 : Limiter les pompages risquant d'assécher, d'altérer ou de saliniser les milieux aquatiques | Non concerné |

| Thèmes du SDAGE 2022-2027 | | Mesures prises au travers du document d'urbanisme |
|--|--|---|
| | A-5.7 : Diminuer les prélèvements situés à proximité du lit mineur des cours d'eau en déficit quantitatif | Non concerné |
| A.6 – Assurer la continuité écologique et sédimentaire | A-6.1 : Prioriser les solutions visant le rétablissement de la continuité longitudinale | Non concerné |
| | A-6.2 : Assurer, sur les aménagements hydroélectriques, la circulation des espèces et des sédiments dans les cours d'eau | Non concerné |
| | A-6.3 : Assurer une continuité écologique à échéance différenciée selon les objectifs environnementaux | Non concerné |
| | A-6.4 : Prendre en compte les différents plans de gestion piscicoles | Non concerné |

| Thèmes du SDAGE 2022-2027 | | Mesures prises au travers du document d'urbanisme |
|--|---|---|
| A.7 – Préserver et restaurer la fonctionnalité écologique et la biodiversité | A-7.1 : Privilégier le génie écologique lors de la restauration et l'entretien des milieux aquatiques | Non concerné |
| | A-7.2 : Limiter la prolifération d'espèces exotiques envahissantes | Non concerné |
| | A-7.3 : Encadrer les créations ou extensions de plans d'eau | Non concerné |
| | A-7.4 : Inclure la fonctionnalité écologique dans les porter à connaissance | Non concerné |
| | A-7.5 : Identifier et prendre en compte les enjeux liés aux écosystèmes aquatiques | Non concerné |

| Thèmes du SDAGE 2022-2027 | | Mesures prises au travers du document d'urbanisme |
|--|--|---|
| A-8 : Réduire l'incidence de l'extraction des matériaux de carrière | A-8.1 : Conditionner l'ouverture et l'extension des carrières | Le projet d'extension permettra de maintenir l'activité mais n'a pas vocation à augmenter cette dernière. |
| | A-8.2 : Remettre les carrières en état après exploitation | Le site sera remis en état suite à l'exploitation |
| A-9 : Stopper la disparition, la dégradation des zones humides à l'échelle du bassin Artois-Picardie et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité | A-9.1 : Identifier les actions à mener sur les zones humides dans les SAGE | Le projet se situe à distance des zones humides. |
| | A-9.2 : Gérer, entretenir et préserver les zones humides | Le projet d'extension n'est pas une zone humide (cf : étude de 2021). |
| | A-9.3 : Préserver les zones humides dans les documents d'urbanisme | Ce n'est pas l'objet de cette procédure |

| Thèmes du SDAGE 2022-2027 | | Mesures prises au travers du document d'urbanisme |
|--|---|---|
| | A-9.4 : Eviter les habitations légères de loisirs dans les zones humides et l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau | Non concerné |
| | A-9.5 : Mettre en œuvre la séquence « éviter, réduire, compenser » sur les dossiers zones humides au sens de la police de l'eau | Non concerné |
| A-10 : Poursuivre l'identification, la connaissance et le suivi des pollutions par les micropolluants nécessaires à la mise en œuvre d'actions opérationnelles | A-10.1 : Améliorer la connaissance des micropolluants | Non concerné |
| A-11 : Promouvoir les actions, à la source de réduction ou de suppression des rejets de micropolluants | A-11.1 : Adapter les rejets de micropolluants aux objectifs environnementaux | Non concerné |
| | A-11.2 : Maîtriser les rejets de micropolluants des établissements industriels ou autres vers les ouvrages d'épuration des agglomérations | Non concerné |

| Thèmes du SDAGE 2022-2027 | | Mesures prises au travers du document d'urbanisme |
|---------------------------|---|---|
| | A-11.3 : Eviter d'utiliser des produits toxiques | Non concerné |
| | A-11.4 : Réduire à la source les rejets de substances dangereuses | Non concerné |
| | A-11.5 : Réduire l'utilisation de produits phytosanitaires | Non concerné |
| | A-11.6 : Se prémunir contre les pollutions accidentelles | Un plan d'intervention est prévu en cas de déversement accidentel |
| | A-11.7 : Caractériser les sédiments avant tout remaniement ou retrait | Non concerné |

| Thèmes du SDAGE 2022-2027 | | Mesures prises au travers du document d'urbanisme |
|--|--|---|
| | A-11.8 : Construire des plans spécifiques de réduction de pesticides à l'initiative des SAGE | Non concerné |
| A-12 : Améliorer les connaissances sur l'impact des sites pollués | | Non concerné |
| Enjeu B : Garantir une eau potable en qualité et en quantité satisfaisante | | |
| B-1 : Poursuivre la reconquête de la qualité des captages et préserver la ressource en eau dans les zones à enjeu eau potable définies dans le SDAGE | B-1.1 : Mieux connaître les aires d'alimentation des captages pour mieux agir | Non concerné |
| | B-1.2 : Préserver les aires d'alimentation des captages | Le projet préserve la qualité de l'eau grâce aux mesures de chantier. |
| | B-1.3 : Reconquérir la qualité de l'eau des captages prioritaires | Non concerné |
| | B-1.4 : Etablir des contrats de ressources | Non concerné |

| Thèmes du SDAGE 2022-2027 | | Mesures prises au travers du document d'urbanisme |
|---|---|--|
| | B-1.5 : Adapter l'usage des sols sur les parcelles les plus sensibles des aires d'alimentation de captages | Non concerné |
| | B-1.6 : En cas de traitement de potabilisation, reconquérir la qualité de l'eau | Non concerné |
| | B-1.7 : Maitriser l'exploitation du gaz de couche | Non concerné |
| B-2 : Anticiper et prévenir les situations de crise par la gestion équilibrée des ressources en eau | B-2.1 : Améliorer la connaissance et la gestion de la ressource en eau | Non concerné |
| | B-2.2 : Mettre en regard les projets d'urbanisation avec les ressources en eau et les équipements à mettre en place | Non concerné |
| | B-2.3 : Définir un volume disponible | Non concerné |
| | B-2.4 : Définir une durée des autorisations de prélèvements | Non concerné |
| B-3 : Inciter aux économies d'eau et à l'utilisation des ressources alternatives | B-3.1 : Inciter aux économies d'eau | Les économies d'eau seront favorisées au sein du projet. |
| | B-3.2 : Adopter des ressources alternatives à l'eau potable quand cela est possible | Non concerné |

| Thèmes du SDAGE 2022-2027 | | Mesures prises au travers du document d'urbanisme |
|--|--|---|
| | B-3.3 : Etudier le recours à des ressources complémentaires pour l'approvisionnement en eau potable | Non concerné |
| B-4 : Anticiper et assurer une gestion de crise efficace, en prévision, ou lors des étiages sévères | B-4.1 : Respecter les seuils hydrométriques de crise de sécheresse | Non concerné |
| B-5 : Rechercher et réparer les fuites dans les réseaux d'eau potable | B-5.1 : Limiter les pertes d'eau dans les réseaux de distribution | Non concerné |
| B-6 : Rechercher au niveau international, une gestion équilibrée des aquifères | B-6.1 : Associer les structures belges à la réalisation des SAGE frontaliers | Non concerné |
| | B-6.2 : Organiser une gestion coordonnée de l'eau au sein des Commissions Internationales Escaut et Meuse | Non concerné |
| Enjeu C : S'appuyer sur le fonctionnement naturel des milieux pour prévenir et limiter les effets négatifs des inondations | | |
| C-1 : Limiter les dommages liés aux inondations | C-1.1 : Préserver le caractère inondable des zones identifiées | Non concerné |
| | C-1.2 : Préserver, gérer et restaurer les Zones Naturelles d'Expansion de Crues | Non concerné |
| C-2 : Limiter le ruissellement en zones urbaines et en zones rurales pour réduire les risques d'inondation et les risques d'érosion des sols et coulées de boues | C-2.1 : Ne pas aggraver les risques d'inondations | Non concerné |
| C-3 : Privilégier le fonctionnement naturel des bassins versants | C-3.1 : Privilégier le ralentissement dynamique des inondations par la préservation des milieux dès l'amont des bassins versants | Non concerné |
| C-4 : Préserver et restaurer la dynamique naturelle des cours d'eau | C-4.1 : Préserver le caractère naturel des annexes hydrauliques dans les documents d'urbanisme | Non concerné |
| Enjeu D : Protéger le milieu marin | | |

| Thèmes du SDAGE 2022-2027 | | Mesures prises au travers du document d'urbanisme |
|--|--|---|
| D-1 : Réaliser ou réviser les profils pour définir la vulnérabilité des milieux dans les zones protégées baignade et conchyliculture mentionnées dans le registre des zones protégées | D-1.1 : Mettre en place ou réviser les profils de vulnérabilité des eaux de baignades et conchylicoles | Non concerné |
| D-2 : Limiter les risques microbiologiques en zone littorale ou en zone d'influence des bassins versants définie dans le cadre des profils de vulnérabilité pour la baignade et la conchyliculture | | Non concerné |
| D-3 : Intensifier la lutte contre la pollution issue des installations portuaires et des navires | D-3.1 : Réduire les pollutions issues des installations portuaires | Non concerné |
| D-4 : Prendre des mesures pour lutter contre l'eutrophisation et la présence de déchets sur terre et en mer | D-4.1 : Mesurer les flux de nutriments à la mer | Non concerné |
| | D-4.2 : Réduire les quantités de déchets en mer, sur le littoral et sur le continent | Non concerné |
| D-5 : Assurer une gestion durable des sédiments dans le cadre des opérations de dragage et de clapage | D-5.1 : Evaluer l'impact lors des dragages-immersions des sédiments portuaires | Non concerné |
| | D-5.2 : S'opposer à tout projet d'immersion en mer de sédiments présentant des risques avérés de toxicité pour le milieu | Non concerné |
| D-6 : Respecter le fonctionnement dynamique du littoral dans la gestion du trait de côte | D-6.1 : Prendre en compte la protection du littoral dans tout projet d'aménagement et de planification urbaine | Non concerné |
| D-7 : Préserver les milieux littoraux particuliers indispensables à l'équilibre des écosystèmes avec une forte ambition de protection au regard des pressions d'aménagement et d'activités | D-7.1 : Préserver les milieux riches et diversifiés facteurs d'équilibre du littoral | Non concerné |
| | D-7.2 : Rendre compatible les schémas régionaux des carrières avec la diversité des habitats marins | Non concerné |

| Thèmes du SDAGE 2022-2027 | | Mesures prises au travers du document d'urbanisme |
|--|--|---|
| Enjeu E : Mettre en œuvre des politiques publiques cohérentes avec le domaine de l'eau | | |
| E-1 : Renforcer le rôle des Commissions Locales de l'Eau (CLE) des SAGE | E-1.1 : Faire un rapport annuel des actions des SAGE | Non concerné |
| | E-1.2 : Développer les approches inter SAGE | Non concerné |
| | E-1.3 : Sensibiliser et informer sur les écosystèmes aquatiques au niveau des SAGE | Non concerné |
| E-2 : Permettre une meilleure organisation des moyens et des acteurs en vue d'atteindre les objectifs environnementaux | E-2.1 : Mener des politiques d'aides publiques concourant à réaliser les objectifs environnementaux du SDAGE et du document stratégique de la façade maritime Manche Est – mer du Nord (DSF MEMNor), ainsi que les objectifs du PGRI | Non concerné |
| | E-2.2 : Viser une organisation du paysage administratif de l'eau en s'appuyant sur la Stratégie d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau (SOCLE) | Non concerné |
| | E-2.3 : Renforcer la prise en compte de l'évaluation des politiques publiques de l'eau | Non concerné |
| E-3 : Former, informer et sensibiliser | E-3.1 : Soutenir les opérations de formation et d'information sur l'eau | Non concerné |
| E-4 : Adapter, développer et rationaliser la connaissance | E-4.1 : Acquérir, collecter, bancariser, vulgariser et mettre à disposition les données relatives à l'eau | Non concerné |
| | E-4.2 : S'engager dans une gestion patrimoniale | Non concerné |
| E-5 : Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de | E-5.1 : Développer les outils économiques d'aide à la décision | Non concerné |

| Thèmes du SDAGE 2022-2027 | | Mesures prises au travers du document d'urbanisme |
|--|---|---|
| l'eau dans l'atteinte des objectifs environnementaux | E-5.2 : Renforcer l'application du principe pollueur-payeur | Non concerné |
| | E-5.3 : Renforcer la tarification incitative de l'eau | Non concerné |
| E-6 : S'adapter au changement climatique | | Non concerné |
| E-7 : Préserver la biodiversité | | Des études écologiques ont été menées en 2021 afin de préserver la biodiversité en place. |

II. Le SAGE de l'Authie et Canche

Le territoire de Wailly-Beaucamp est concerné par les SAGE Authie (en élaboration) et Canche (approuvé le 04/07/2014).

Le SAGE Authie est en cours d'élaboration (document non opposable). La liste des enjeux est la suivante :

- Assurer la bonne fonctionnalité des milieux aquatiques sur le territoire,
- Prévenir et maîtriser les risques sur le bassin versant de l'Authie,
- Préserver et gérer la ressource en eau sur le territoire,
- Faire vivre le SAGE de l'Authie sur le territoire.

Le SAGE de la Canche a été approuvé le 3 octobre 2011 avec un arrêté complémentaire en 2014. Au regard du SAGE CANCHE, le projet est concerné par les dispositions et règles suivantes.

Le SAGE vient fixer des règles et des dispositions pour une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, la préservation des milieux aquatiques, la réduction des risques et la valorisation de la présence de l'eau sur le territoire. Ce schéma se concrétise dans 2 documents :

- Le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques (PAGD),
- Le Règlement.

| Thème | Sous-thème | Enjeux | Compatibilité du projet |
|-------------------------|----------------------------|---|---|
| Qualité de l'eau | Eaux pluviales | <ul style="list-style-type: none">· Eviter la diffusion des pollutions issues du ruissellement ;· Limiter les risques d'érosion de sols ;· Limiter les risques d'inondations par ruissellement ;· Améliorer le fonctionnement des réseaux unitaires. | Non concerné |
| | Assainissement | <ul style="list-style-type: none">· Protéger la ressource en eau et les milieux aquatiques. | Non concerné |
| | Protection de la ressource | <ul style="list-style-type: none">· Assurer un bon niveau qualitatif et quantitatif des ressources en eau superficielle et souterraine. | Des mesures chantier sont prises afin de préserver les masses d'eau souterraines. |
| Risques | Ruissellement | <ul style="list-style-type: none">· Limiter les risques d'inondation par ruissellement ;· Limiter les risques d'érosion ; | Non concerné |

| Thème | Sous-thème | Enjeux | Compatibilité du projet |
|-------------------------|-------------------------|---|--|
| | | · Réduire le risque de pollution des eaux de surface, eaux souterraines et eaux de baignade. | |
| | Inondation | · Réduction et prévention du risque inondation pour les biens et les personnes. | Non concerné |
| Milieux naturels | Trames vertes et bleues | · Maintenir et/ou restaurer les continuités écologiques afin d'assurer la vie et le développement des cycles biologiques. | Le site d'extension pourra être végétalisé. |
| | Zones humides | <ul style="list-style-type: none"> · Prévenir les risques inondation et rétablir les fonctionnalités liées aux zones tampons (inondation et restitution lors des sécheresses) ; · Enjeux biochimiques de filtration des polluants ; · Préserver la biodiversité. | Une étude de détermination de zone humide a été réalisée. La zone d'extension n'est pas classée zone humide. |

III. Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Pays maritime et Rural du Montreuillois

Le SCOT est le document cadre de référence notamment en matière d'habitat, de déplacements, de développement commercial, d'environnement, d'aménagement et d'organisation de l'espace. Le Schéma de Cohérence Territoriale du Pays maritime et Rural du Montreuillois a été approuvé par délibération du 30 janvier 2014.

Un bilan à 6 ans a été mené afin d'évaluer l'atteinte ou non des objectifs du SCoT. A l'issue du bilan et à la suite de l'extension du périmètre des intercommunalités membres, il a été décidé de prescrire la révision complète du SCoT.

Le territoire de Wailly-Beaucamp appartient au SCoT du Pays Maritime et Rural Montreuillois qui couvre l'intégralité du territoire de la CA2BM.

Les orientations avec lesquelles le projet entre en accord :

- Livre I : la population et les activités
 - Axe économie
 - Une base économique forte qui progresse encore,
 - Une vitalité économique,
 - Les autres secteurs économiques.

Pour l'ensemble de ces éléments repris, l'évolution du document d'urbanisme souhaitée ne présente pas d'incompatibilité avec le SCoT puisqu'elle permet de préserver les emplois, et de développer l'activité économique de la future carrière.

IV. Le Schéma Régional d'Aménagement et de développement durable du territoire (SRADDET)

Le SRADDET, adopté le 30 juin 2020 par la Région Hauts-de-France est un document de référence auquel les différents documents de rangs inférieurs doivent se référer. En l'absence d'un SCOT intégrateur, le PLU de Wailly-Beaucamp doit également s'appuyer sur ce dernier.

Le SRADDET des Hauts de France présente des règles générales et fixe les objectifs de moyen et long terme sur le territoire en matière :

- D'équilibre et d'égalité des territoires
- De désenclavement des territoires ruraux
- D'habitat
- De gestion économe de l'espace
- D'intermodalité et de développement des transports / d'implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional (marchandises)
- D'intermodalité et de développement des transports / d'implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional (voyageurs)
- De maîtrise et de valorisation de l'énergie, de lutte contre le changement climatique et contre la pollution de l'air
- De protection et de restauration de la biodiversité
- De prévention et de gestion des déchets.

Le SRADDET des Hauts-de-France a été arrêté par le préfet de région le 4 août 2020 et **se substitue au SRCAE de la région.**

La partie écrite est complétée par une cartographie.

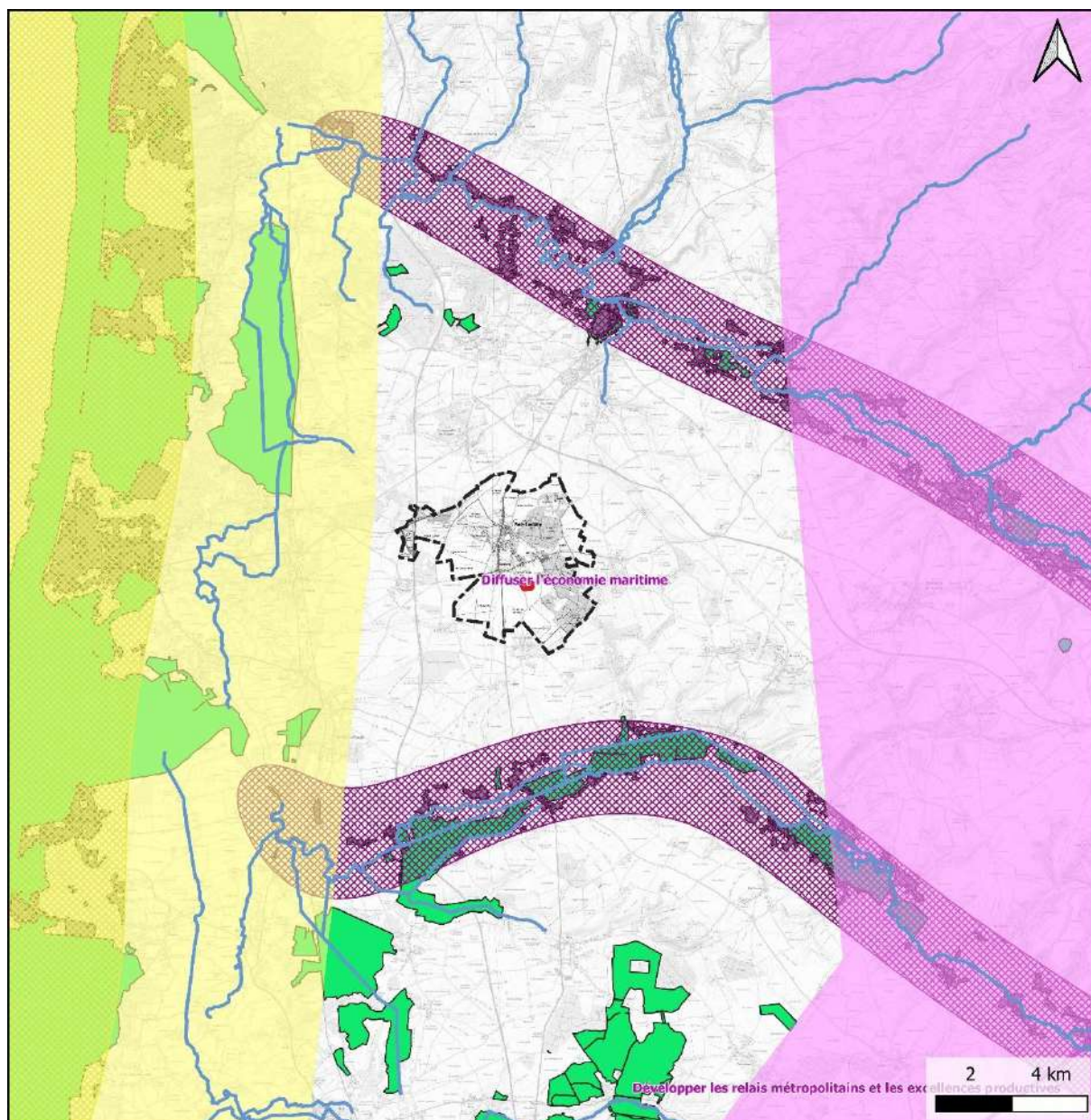


Schéma Régional d'Aménagement et de développement durable du territoire

Légende

- Extension de la carrière
- Limite administrative de Wailly-Beaucamp
- Trame bleue
- Réservoir trame verte
- Obstacle sur les réservoirs biologiques
- Obstacle sur les corridors biologiques

Espace à enjeux

Corridors biologiques

- littoral
- multitrame

Continuité écologique d'importance nationale

- Continuités écologiques bocagères
- Migration de l'avifaune

Source(s) des données : IGN ; SRADDET; URBYSOM
 Fond : IGN SCAN 25
 Réalisation : ©URBYCOM - 12/2022
 Echelle : 1/137818



Règle générale 13 (GEE-CAE) : Les SCoT / PLU / PLUI et les chartes de PNR organisent une armature territoriale cohérente avec l'ossature régionale du SRADDET.

Règle générale 15 (GEE-CAE) : Les SCoT / PLU / PLUI doivent prioriser le développement urbain (résidentiel, économique, commercial) à l'intérieur des espaces déjà artificialisés.

Non concerné

Les extensions urbaines doivent être conditionnées à :

- ✓ la préservation et la restauration des espaces à enjeux au titre de la biodiversité, la préservation de la ressource en eau et la limitation de l'exposition aux risques ;
- ✓ la présence de transports en commun ou de la possibilité d'usage de modes doux, visant à limiter l'usage de la voiture ;
- ✓ une consommation limitée des espaces agricoles, naturels et forestiers, notamment par l'application de la séquence "Eviter, Réduire, Compenser".

Non concerné

- Règle générale 16 (GEE-CAE) Les SCoT / PLU / PLUI développent des stratégies foncières dans lesquelles le renouvellement urbain est prioritaire à l'extension urbaine.

Ces stratégies foncières permettent d'identifier les gisements au sein de la tache urbaine (vacance, espaces dégradés, possibilités de densification) et prévoient les outils permettant leur mobilisation (fiscalité, planification, intervention publique, etc.).

Non concerné

- Règle générale 20 (LGT) Les SCoT / PLU / PLUI estiment leur besoin de production neuve de logements à partir de l'estimation des besoins en stock non satisfaits et des besoins en flux (liés aux évolutions démographiques et sociétales et aux caractéristiques du parc de logements).

Non concerné

- Règle générale 30 (CAE) Les SCoT / PLU / PLUI / PDU / PCAET créent les conditions favorables à l'usage des modes de déplacement actifs. Dans les limites de leurs domaines respectifs, ils développent des mesures incitatives et des dispositions pour le déploiement d'installations, en particulier pour les itinéraires cyclables les plus structurants.

Non concerné.

- Règle générale 40 (BIO) Les chartes de PNR, SCoT, PLU, PLUI doivent prévoir un diagnostic et des dispositions favorables à la préservation des éléments de paysages.

Révision allégée non concernée.

- Règle générale 41 (BIO) Les chartes de PNR / SCoT / PLU / PLUI doivent lors de leur élaboration ou de leur révision s'assurer de la préservation de la biodiversité des chemins ruraux, et prioritairement de ceux pouvant jouer un rôle de liaison écologique et/ou être au service du déploiement des trames

vertes. Les travaux d'élaboration et révision de ces documents doivent permettre d'alimenter un état des lieux des chemins ruraux existants à l'échelle des Hauts de France

Non concerné.

V. Le PGRI Artois-Picardie

L'intercommunalité est concernée par le Plan de Gestion des Risques d'Inondation 2022-2027 du bassin Artois Picardie.

Le Plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) est un outil de cadrage à l'échelle du bassin, instauré par la directive inondation pour réduire les conséquences négatives des inondations.

Le PGRI Artois-Picardie, dont la révision a été menée en parallèle de la révision du SDAGE, définit la vision stratégique des priorités d'actions en matière de prévention des inondations, à l'échelle du bassin Artois-Picardie pour les 6 années à venir (2022-2027). Les documents d'urbanisme doivent être rendus compatibles avec le PGRI.

Le PGRI comporte une partie dédiée aux stratégies locales de gestion du risque inondation. Le préfet coordonnateur de bassin a fixé le périmètre d'élaboration de la Stratégie Locale de Gestion du Risque (SLGRI) de la Haute Deûle à mettre en œuvre sur le Territoire à Risques Important d'Inondation (TRI) de Lille ses délais d'élaboration et ses objectifs.

Le PGRI Artois Picardie définit à l'échelle du bassin les objectifs de gestion des risques d'inondation, eux-mêmes déclinés des priorités d'action définies par l'État et les parties prenantes dans la stratégie nationale (SNGRI).

Les objectifs du PGRI 2022- 2027 (approuvé le 18 mars 2022) sont les suivants :

- Objectif 1 : Aménager durablement les territoires et réduire la vulnérabilité des enjeux exposés aux inondations ;
- Objectif 2 : Favoriser le ralentissement des écoulements, en cohérence avec la préservation des milieux aquatiques ;
- Objectif 3 : Améliorer la connaissance des risques d'inondation et le partage de l'information pour éclairer les décisions et responsabiliser les acteurs ;
- Objectif 4 : Se préparer à la crise et favoriser le retour à la normale des territoires sinistrés ;
- Objectif 5 : Mettre en place une gouvernance des risques d'inondation instaurant une solidarité entre les territoires.

| OBJECTIF 1 : Aménager durablement les territoires et réduire la vulnérabilité des enjeux exposés aux inondations | |
|--|--|
| ORIENTATION 1 - Renforcer la prise en compte du risque inondation dans l'aménagement du territoire | |
| Disposition 1 : Respecter les principes de prévention du risque dans l'aménagement du territoire et d'inconstructibilité dans les zones les plus exposées | Non concerné |
| Disposition 2 : Orienter l'urbanisation des territoires en dehors des zones inondables et assurer un suivi de l'évolution des enjeux exposés dans les documents d'urbanisme | Non concerné |
| OBJECTIF 2 : Favoriser le ralentissement des écoulements, en cohérence avec la préservation des milieux aquatiques | |
| ORIENTATION 3 – Préserver et restaurer les espaces naturels qui favorisent le ralentissement des écoulements | |
| Disposition 6 : Préserver, gérer et restaurer les zones naturelles d'expansion de crues | Non concerné |
| Disposition 8 : Stopper la disparition et la dégradation des zones humides et naturelles littorales – Préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité | Non concerné (aucune zone humide identifiée sur le site d'extension) |
| Disposition 10 : Préserver les capacités hydrauliques des fossés | Non concerné |
| ORIENTATION 5 - Limiter le ruissellement en zones urbaines et en zones rurales pour réduire les risques d'inondation, d'érosion des sols et de coulées de boues | |
| Disposition 12 : Mettre en œuvre une gestion intégrée des eaux pluviales dans les nouveaux projets d'aménagement urbains | Non concerné |
| Disposition 13 : Favoriser le maintien ou développer des éléments du paysage participant à la maîtrise du ruissellement et de l'érosion, et mettre en œuvre des programmes d'action adaptés dans les zones à risque | Des haies pourront être plantées sur le pourtour du projet. |

VI. Compatibilité avec le schéma interdépartemental des carrières

Article L.515-3 du Code de l'Environnement :

« Le schéma régional des carrières définit les conditions générales d'implantation des carrières et les orientations relatives à la logistique nécessaire à la gestion durable des granulats, des matériaux et des substances de carrières dans la région. Il prend en compte l'intérêt économique national et régional, les ressources [...], ainsi que les besoins en matériaux dans et hors de la région, la protection des paysages, des sites et des milieux naturels sensibles, [...], la nécessité d'une gestion équilibrée et partagée de l'espace [...], tout en favorisant les approvisionnements de proximité, une utilisation rationnelle et économe des ressources et le recyclage.

Il identifie les gisements potentiellement exploitables [...] et recense les carrières existantes. Il fixe les objectifs à atteindre en matière de limitation et de suivi des impacts et les orientations de remise en état et de réaménagement des sites ».

Le schéma régional des carrières fixe différentes orientations et objectifs à atteindre concernant l'approvisionnement des matériaux, dans un objectif d'une utilisation économe des matières premières et dans un souci de réduction de l'impact des extractions réalisées sur l'environnement. Différentes recommandations y sont répertoriées.

Des recommandations sont fixées dans le schéma interdépartemental des carrières concernant les projets d'ouverture et d'extension de carrières, les recommandations concernent 4 domaines, les exploitants des futurs sites sont invités à suivre ces recommandations fixées par le schéma interdépartemental des carrières :

- L'adaptation du projet de carrière à l'amont en fonction du milieu environnant
 - Il est nécessaire de prendre en compte la protection du patrimoine existant (cela concerne la faune, la flore, les habitats naturels, la géologie le bâti) et les richesses archéologiques,
 - Promouvoir la concertation locale et préserver la qualité de vie des riverains,
 - Concevoir un plan de paysage et de biodiversité en amont du projet afin d'envisager une exploitation permettant la meilleure continuité possible de la vie animale et végétale pendant l'exploitation du site.
- La limitation des atteintes écologiques
 - Recherche de solutions d'évitement et réduction des impacts sur les milieux naturels en s'adaptant au contexte local,
 - La compensation des impacts résiduels après les mesures d'évitement et de réduction, cette compensation peut avoir lieu avant ou pendant l'exploitation. Cette compensation présentera donc une garantie de pérennité du site.
- La création et l'acceptation d'un nouveau paysage choisi et accepté
 - L'ouverture ou l'extension d'une carrière modifie le paysage et il est nécessaire de prévoir la création d'un nouveau paysage qui sera choisi et accepté. Cette adaptation doit permettre de mettre en valeur des éléments qui sont directement issus de l'exploitation tout en prenant en compte les milieux environnants.
- La réduction des atteintes hydrauliques et hydrogéologiques
 - Evaluer la richesse hydrogéologique qui peut être menacée lors de projets,

- Proscrire l'ouverture de nouvelles carrières dans le lit mineur des cours d'eau et dans les plans d'eau traversés par des cours d'eau,
- Pour les sites pouvant valoriser les eaux d'exhaure, il sera nécessaire de mesurer les impacts liés au prélèvement d'eau sur des milieux naturels situés en aval, en amont et au droit du site.

Le schéma interdépartemental des carrières fixe des objectifs en matière d'utilisation des ressources, le projet d'extension de la carrière permettra d'atteindre ces objectifs fixés dans le schéma. Les matériaux extraits de la carrière de Wailly-Beaucamp font partie de la catégorie recensée comme étant le plus en déclin, il s'agit des sables et graviers. Ce type de matériau viendra à manquer. La catégorie des sables et graviers a été classée dans les matériaux en déclin pour le département du Nord et le département du Pas-de-Calais.

Le schéma interdépartemental des carrières prévoit, pour le département du Pas-de-Calais, une possibilité de réserve autorisée pouvant être augmentée, cette autorisation concerne aussi bien les sables landéniens, que les sables wealdiens, les sables quaternaires et quelques sables jurassiques.

Le schéma précise que la région Nord-Pas-de-Calais (au moment de la rédaction du schéma) est déficitaire en sables et en a importé 1.41Mt, et il ajoute « l'exploitation de sables terrestres, de sables sous-produits de l'exploitation de roches massives ou de sables maritimes pourrait pallier ce déficit ».

L'extension de la carrière de Wailly-Beaucamp permettra d'atteindre ces objectifs fixés dans le schéma interdépartemental des carrières.

SYNTHESE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

L'état initial de l'environnement (partie I de l'évaluation environnementale) est présenté et synthétisé dans le tableau suivant.

| | CONSTATS | OBJECTIFS |
|--------------------------------|--|--|
| Milieu physique | <ul style="list-style-type: none"> - Topographie variable de 42,5 m à 45 m ; - Limon de plateau sur craie ; - Masse d'eau souterraine de la vallée de l'Authie : objectif de bonne qualité en 2039 ; - Vulnérabilité moyenne de la masse d'eau souterraine ; - Absence de cours d'eau à proximité du site, - Absence de zone humide sur la zone d'extension. | <ul style="list-style-type: none"> - Limiter la pollution diffuse domestique et agricole pour maintenir sa bonne qualité - La qualité des masses doit être préservée : mesures de prévention concernant la gestion des hydrocarbures - Les zones humides recensées ne seront pas impactées par les objets de cette procédure. |
| Climat | <ul style="list-style-type: none"> - Climat tempéré océanique ; - Bonne qualité atmosphérique. | <ul style="list-style-type: none"> - Maintien de la qualité atmosphérique (envol de particules). - Plantation du pourtour du projet |
| Patrimoine | <ul style="list-style-type: none"> - - aucun monument historiques, sites inscrits ou classés à proximité du projet d'extension. | <ul style="list-style-type: none"> - Préservation du paysage (création de buttes et/ou de haies) |
| Paysage | <ul style="list-style-type: none"> - Site visible depuis l'axe permettant l'accès à la carrière, - Peu de visibilité depuis les autres axes et depuis le tissu urbain. | <ul style="list-style-type: none"> - Plantation et création de buttes |
| Milieu humain | <ul style="list-style-type: none"> - La carrière génère des emplois. | <ul style="list-style-type: none"> - Maintien des emplois |
| Services écosystémiques | <ul style="list-style-type: none"> - Pas de perte notable attendue | <ul style="list-style-type: none"> - Plantation du pourtour du site |
| Milieu naturel | <ul style="list-style-type: none"> - Le site est agricole, - Selon l'étude écologique la zone d'extension a un intérêt faible pour la biodiversité. | <ul style="list-style-type: none"> - Remise en état à la suite de l'exploitation |
| Risques et nuisances | <ul style="list-style-type: none"> - Aucun risque notable n'est identifié ; - La carrière actuellement en activité génère potentiellement des nuisances : poussières, vibration et bruit. | <ul style="list-style-type: none"> - Ne pas aggraver les nuisances (maintien de l'activité à distance des habitations) |



I. Milieu physique

1. Topographie



Topographie de la zone

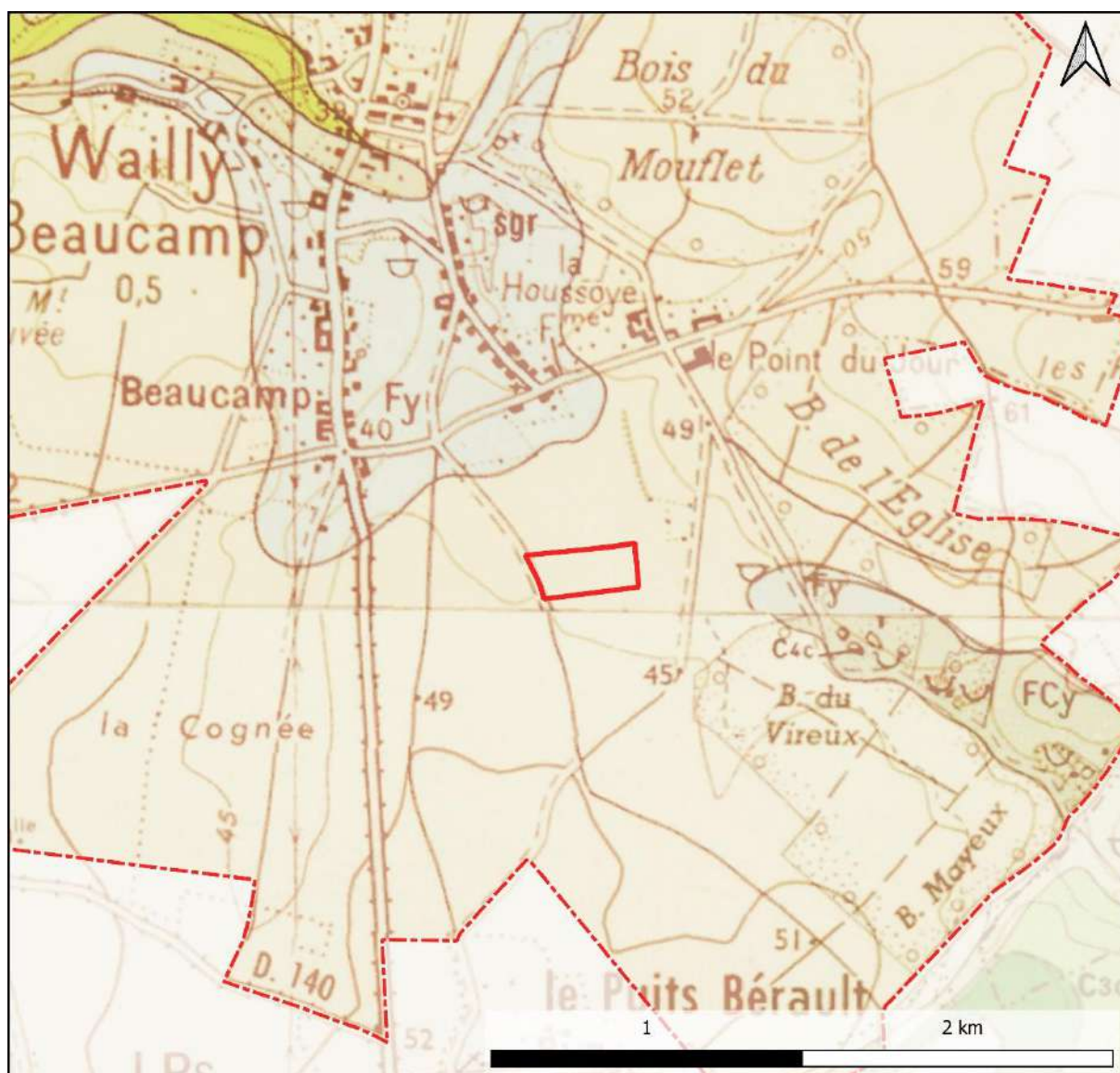
Légende

-  Extension de la carrière
-  Courbe de niveau

Source(s) des données : IGN ; DREAL ; URBYSOM
Fond : Orthophotographies 2018
Réalisation : ©URBYCOM - 2/2024
Échelle : 1/8614



2. Géologie et pédologie



Carte géologique de Montreuil

Légende

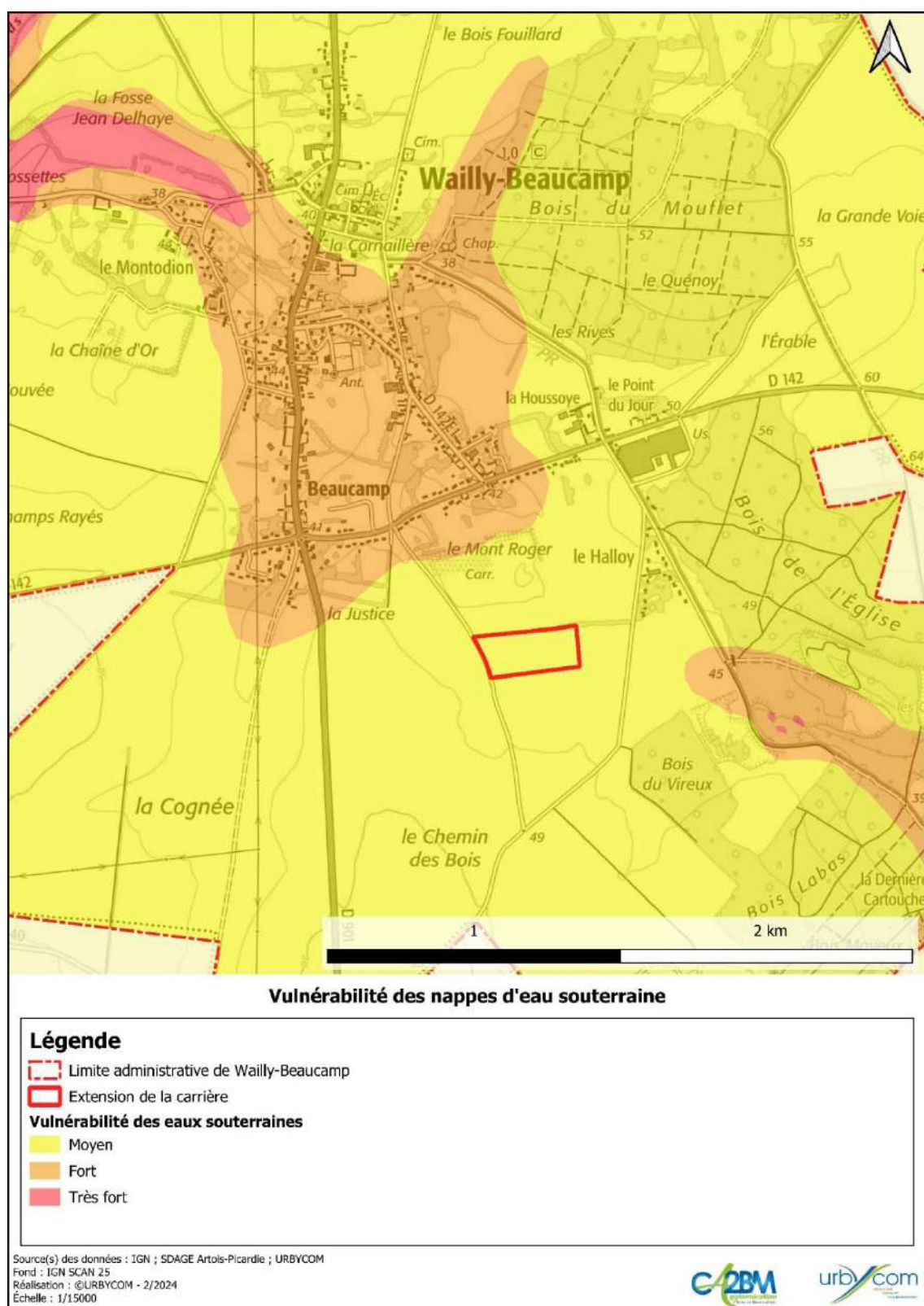
- Limite administrative de Wailly-Beaucamp
- Extension de la carrière
- Fy Alluvions fluviales anciennes: cailloutils de silex, sables et graviers
- C Colluvions de fond de vallées sèches et dépôts meubles sur les pentes
- LP "Limons des plateaux"
- c4-5 Saxonien, Craie blanche à silex

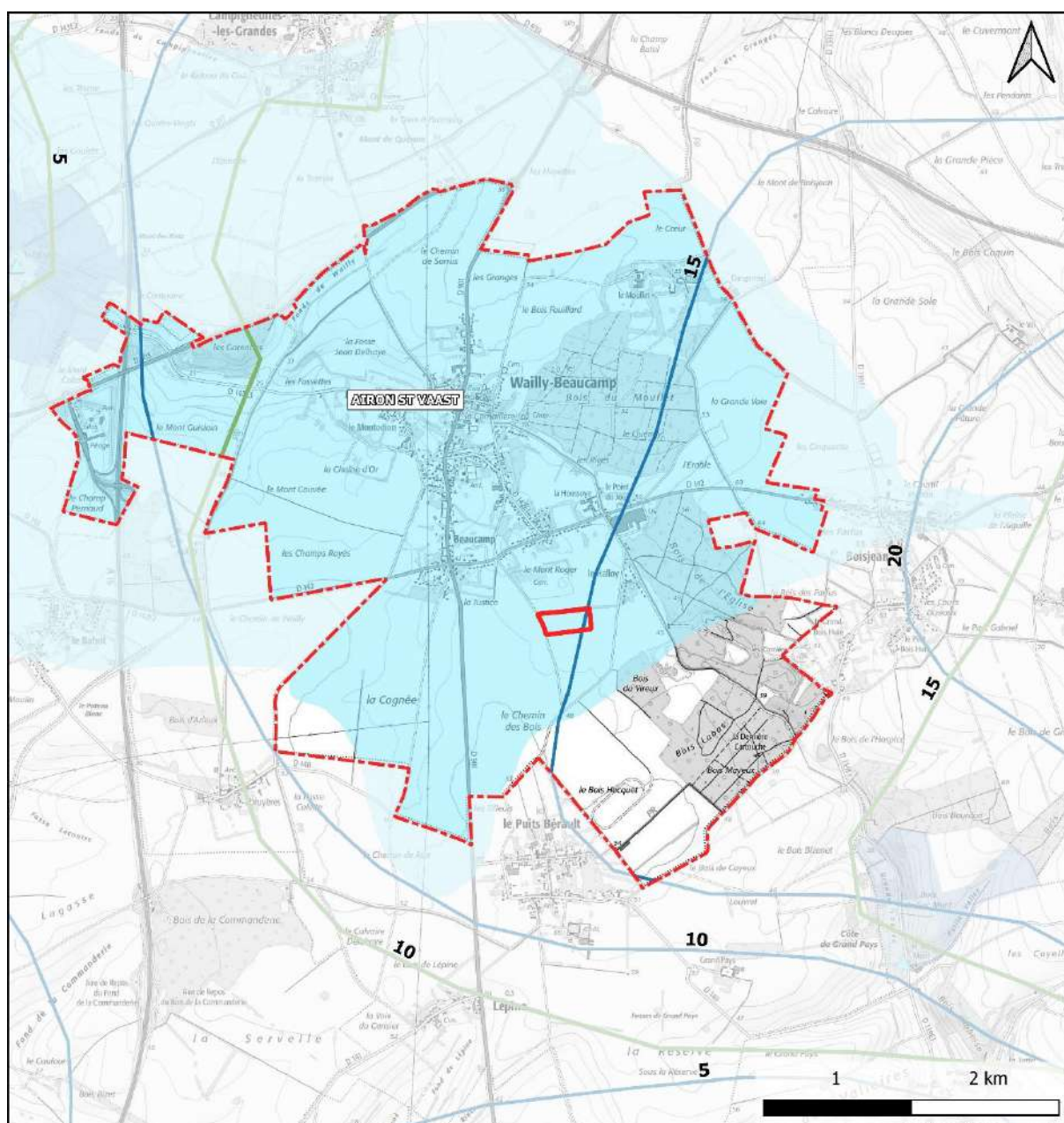
Source(s) des données : BRGM ; URBYSOM
 Fond : Cartes géologiques imprimées
 Réalisation : ©URBYSOM - 2/2024
 Échelle : 1/17227



3. Ressource en eau

i. Masse d'eau souterraine





Localisation des captages d'eau potable

Légende

 Limite administrative de Wailly-Beaucamp

 Extension de la carrière

 Aires d'Alimentation de Captage

 Piézométrie basses eaux 2009

 Piézométrie Basses Eaux 2009

Etat des captages

▲ Actif

Périmètre de protection des captages

 Périmètre éloigné

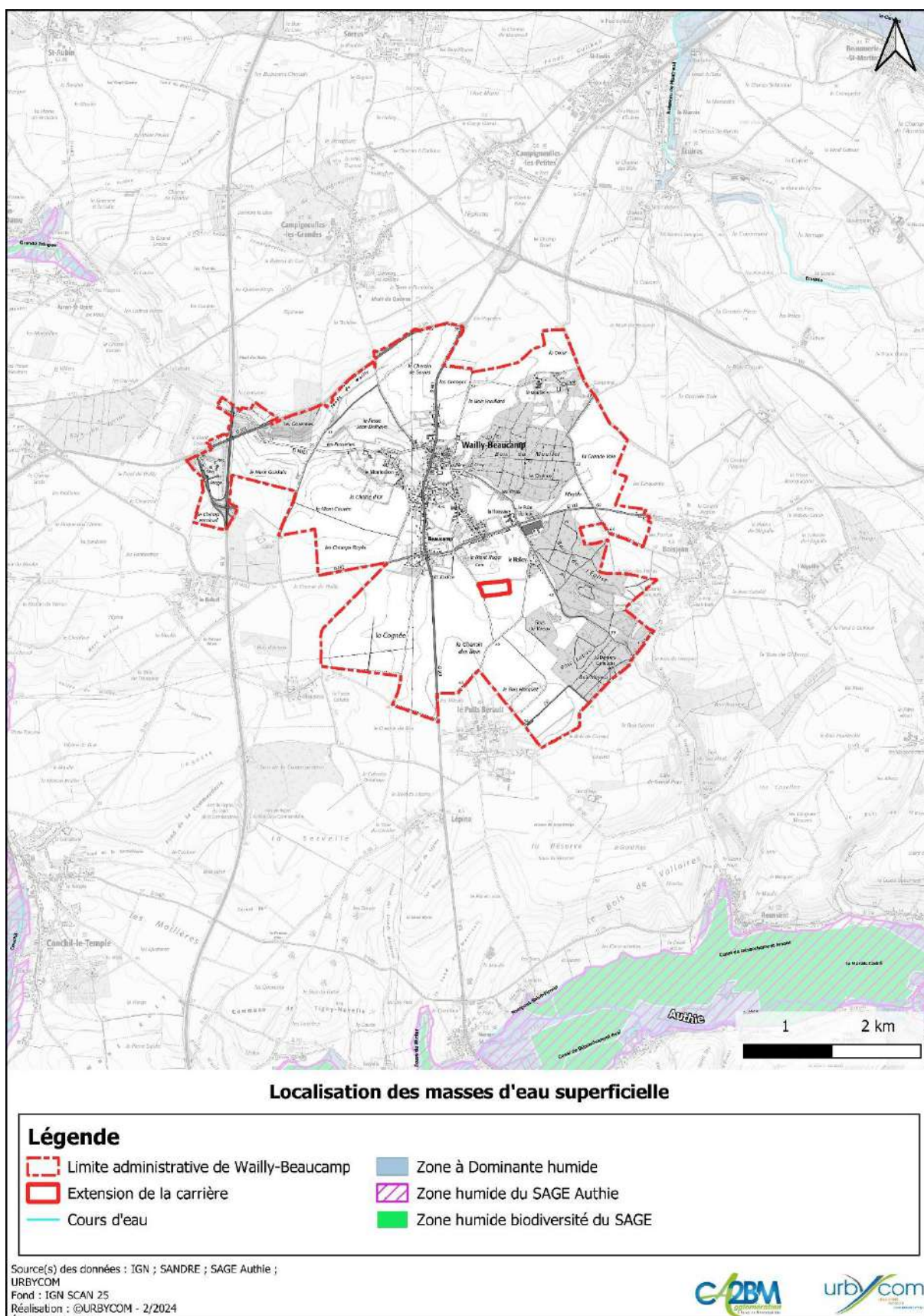
 Périmètre immédiat

 Périmètre rapproché

Source(s) des données : IGN ; SDAGE Artois-Picardie ;
URBYCOM
Fond : IGN SCAN 25
Réalisation : ©URBYCOM - 2/2024
Échelle : 1/34454

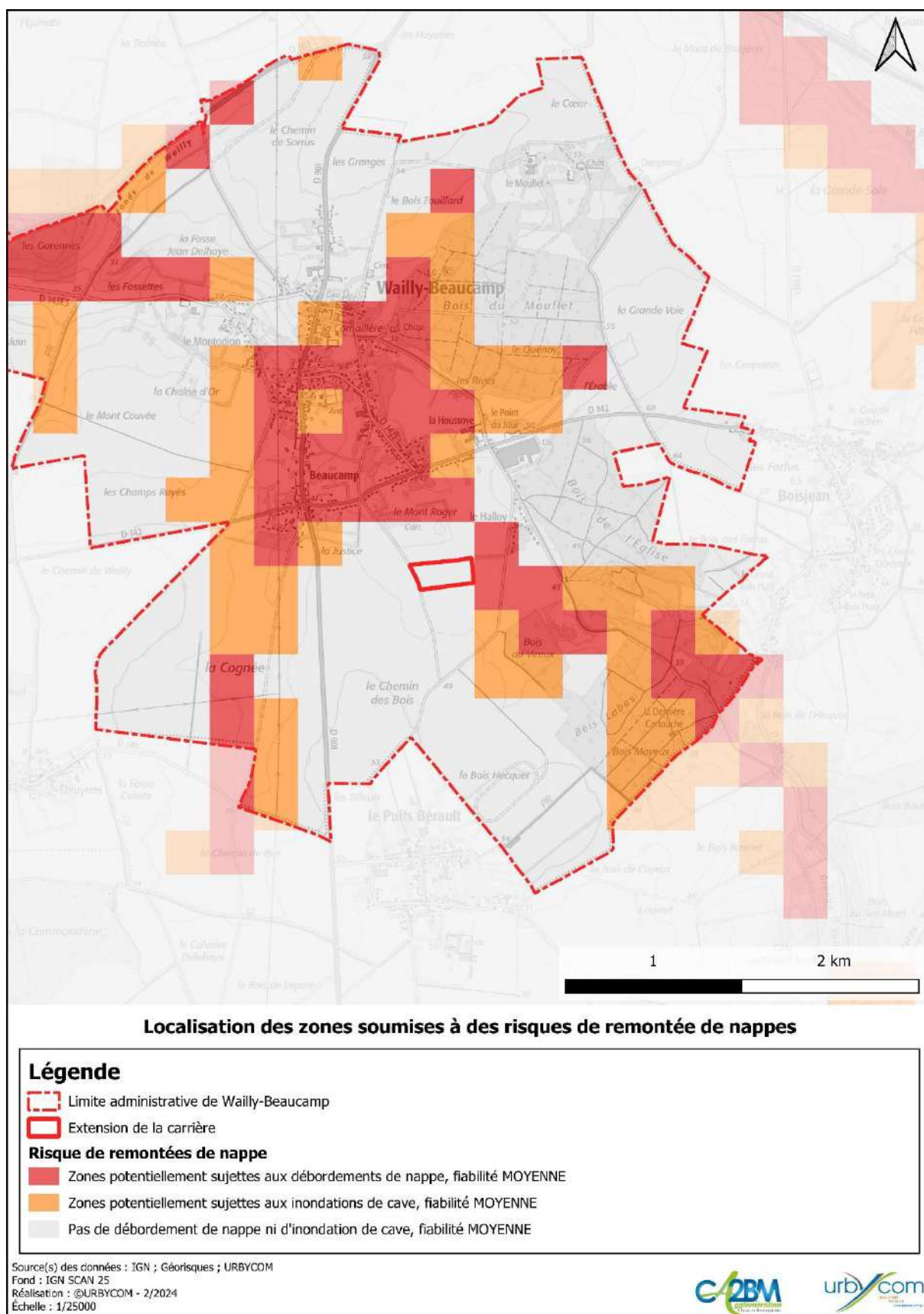


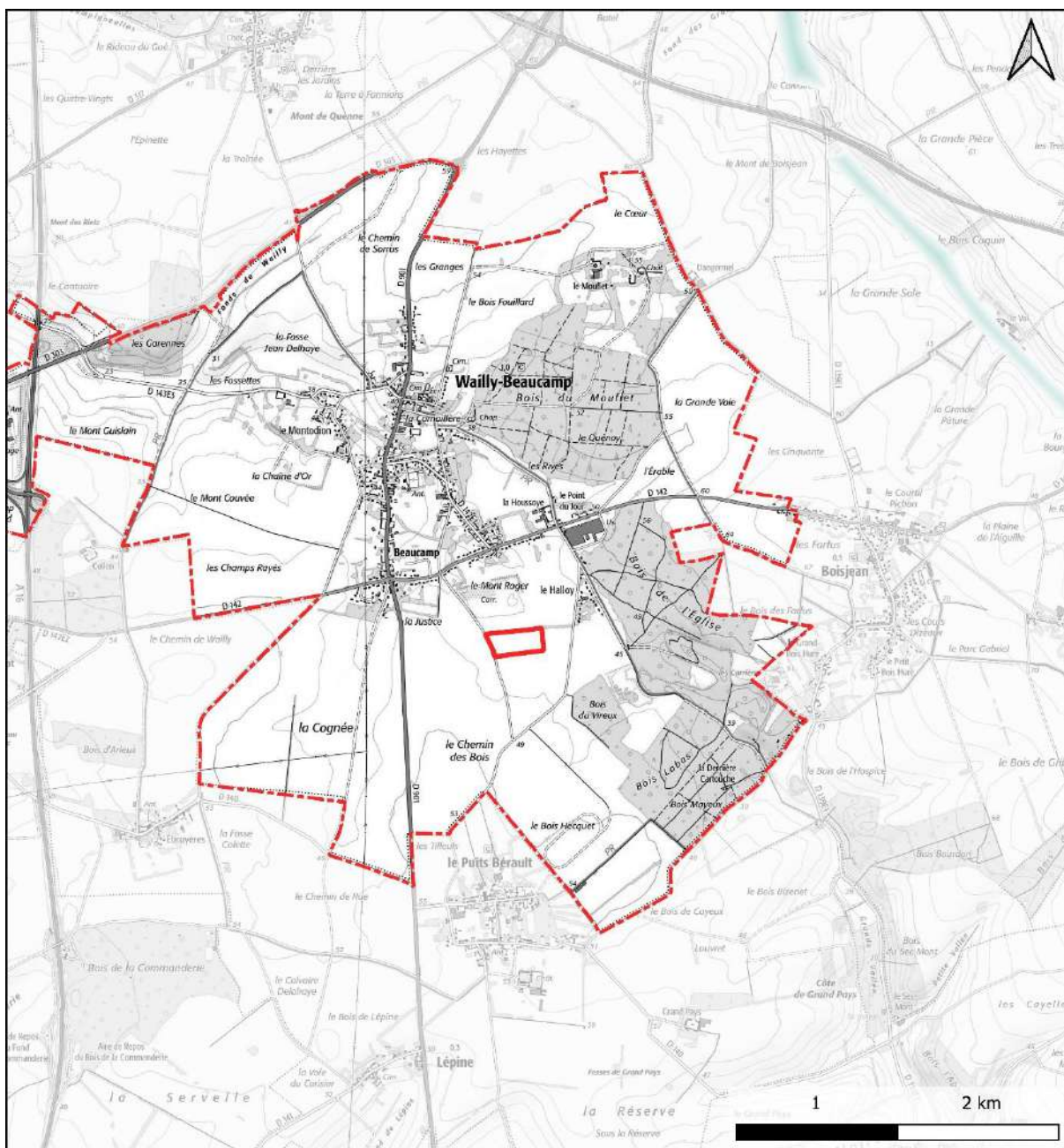
ii. Masse d'eau superficielle





4. Risques naturels





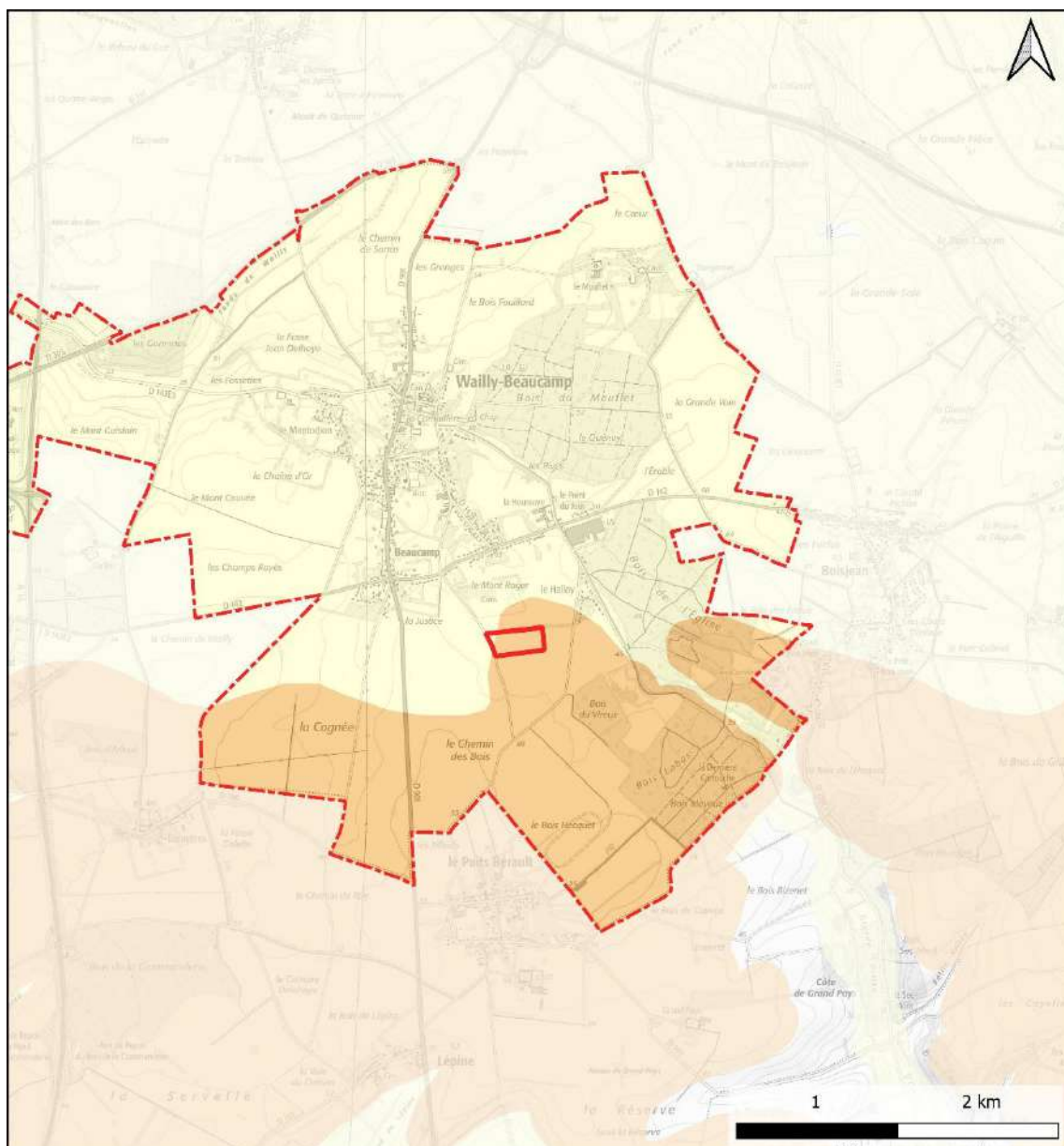
Zones inondées constatées

Légende

- Limite administrative de Wailly-Beaucamp
- Extension de la carrière
- Zone Inondée Constatée

Source(s) des données : IGN ; Géorisques ; URBYSOM
 Fond : IGN SCAN 25
 Réalisation : ©URBYCOM - 2/2024
 Echelle : 1/31639





Localisation des zones soumises au retrait et au gonflement des argiles

Légende

Limite administrative de Wailly-Beaucamp

Extension de la carrière

Aléa de risque de mouvement des argiles

Faible

Moyen

Fort

Source(s) des données : IGN ; Géorisques ; URBYCOM

Fond : IGN SCAN 25

Réalisation : ©URBYCOM - 2/2024

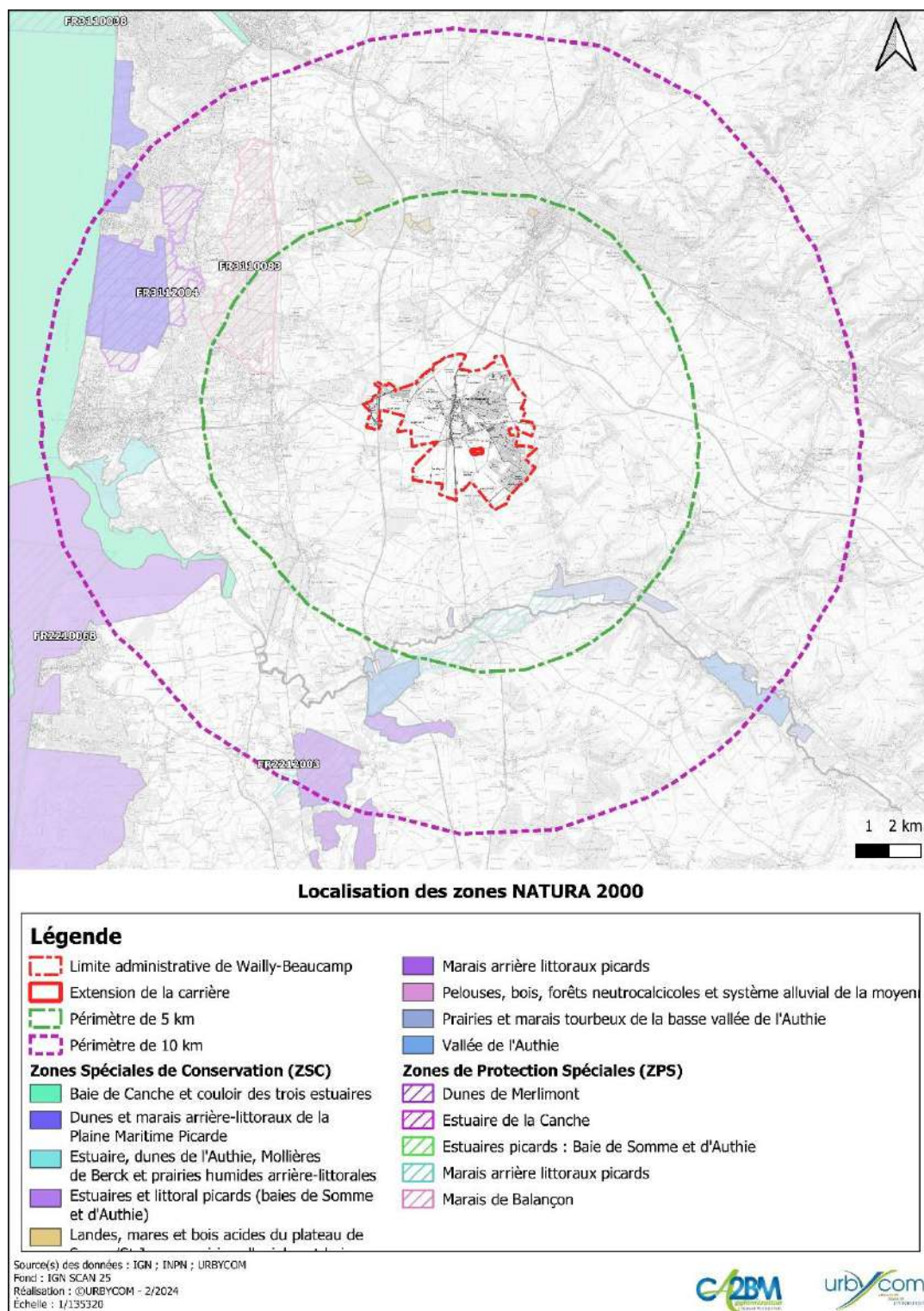
Échelle : 1/31639



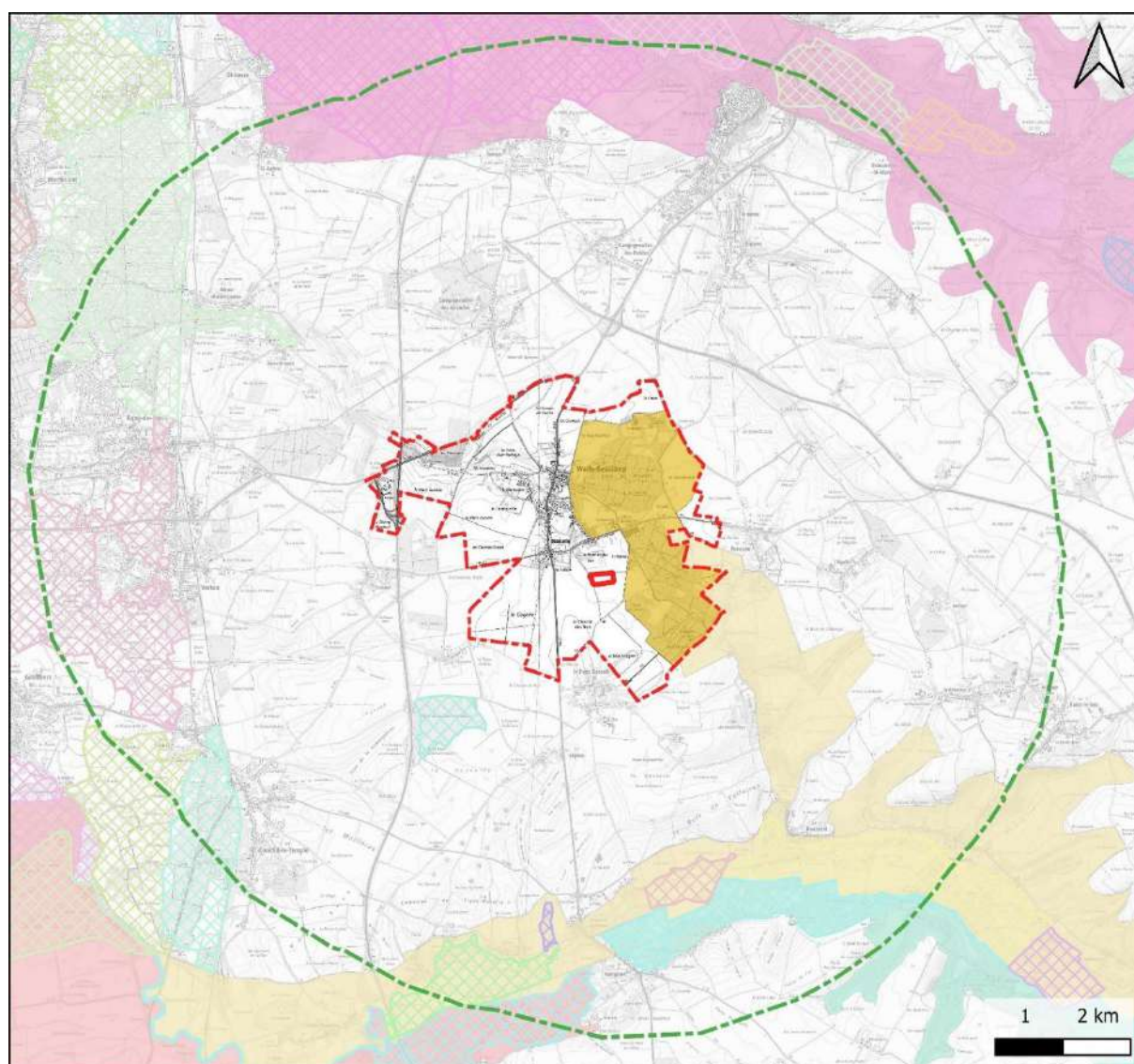
II. Milieu naturel

1. Zones naturelles

Zones Natura 2000



Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique



Localisation des ZNIEFF

Légende

- Limite administrative de Wailly-Beaucamp
- Extension de la carrière
- Périmètre de 5 km

ZNIEFF de type I

- Anciennes ballastières de Conchil-le-temple
- BAIE DE L'AUTHIE
- Bocages et prairies humides de Verton
- Bois de la Commanderie à Conchil-le-Temple
- Bois tourbeux et Marais de Marles-sur-Canche
- Complexe humide arrière littoral de Waben et Conchil-le-temple
- COURS DE L'AUTHIE, MARAIS ET COTEAUX ASSOCIÉS
- Dunes de Merlimont
- Etang et Bois tourbeux de Brimeux
- Landes et Bois de Saint-Josse
- Le Communal de Merlimont
- Le Franc-Marais de Brimeux
- Marais communal de Nempont-Saint-Firmin
- Marais d'Hébécourt et les Prés Valloires à Saulchoy

- Marais de Balançon
- Marais de Cucq-Villiers
- Marais de la Nocq
- Marais de Roussent et Maintenay
- Marais de Tigny-Noyelle
- Marais du Warnier
- Marais et Bois tourbeux de la Calotterie, Attin et la Madelaine-sous-Montreuil
- POLDERS DU SUD DE LA BAIE D'AUTHIE
- Prairies humides de la Grande Tringue
- Prairies humides de Visemarest
- Rive Nord de la Baie d'Authie

ZNIEFF de type II

- La basse Vallée de l'Authie et ses versants entre Douriez et l'Estuaire
- La basse Vallée de la Canche et ses versants en aval d'Hesdin
- Les vallées de la Créquoise et de la Planquette
- PLAINE MARITIME PICARDE
- VALLÉE DE L'AUTHIE

Source(s) des données : IGN ; INPN ; URBYSOM
Fond : IGN SCAN 25
Réalisation : ©URBYCOM - 2/2024
Echelle : 1/80000



Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET)

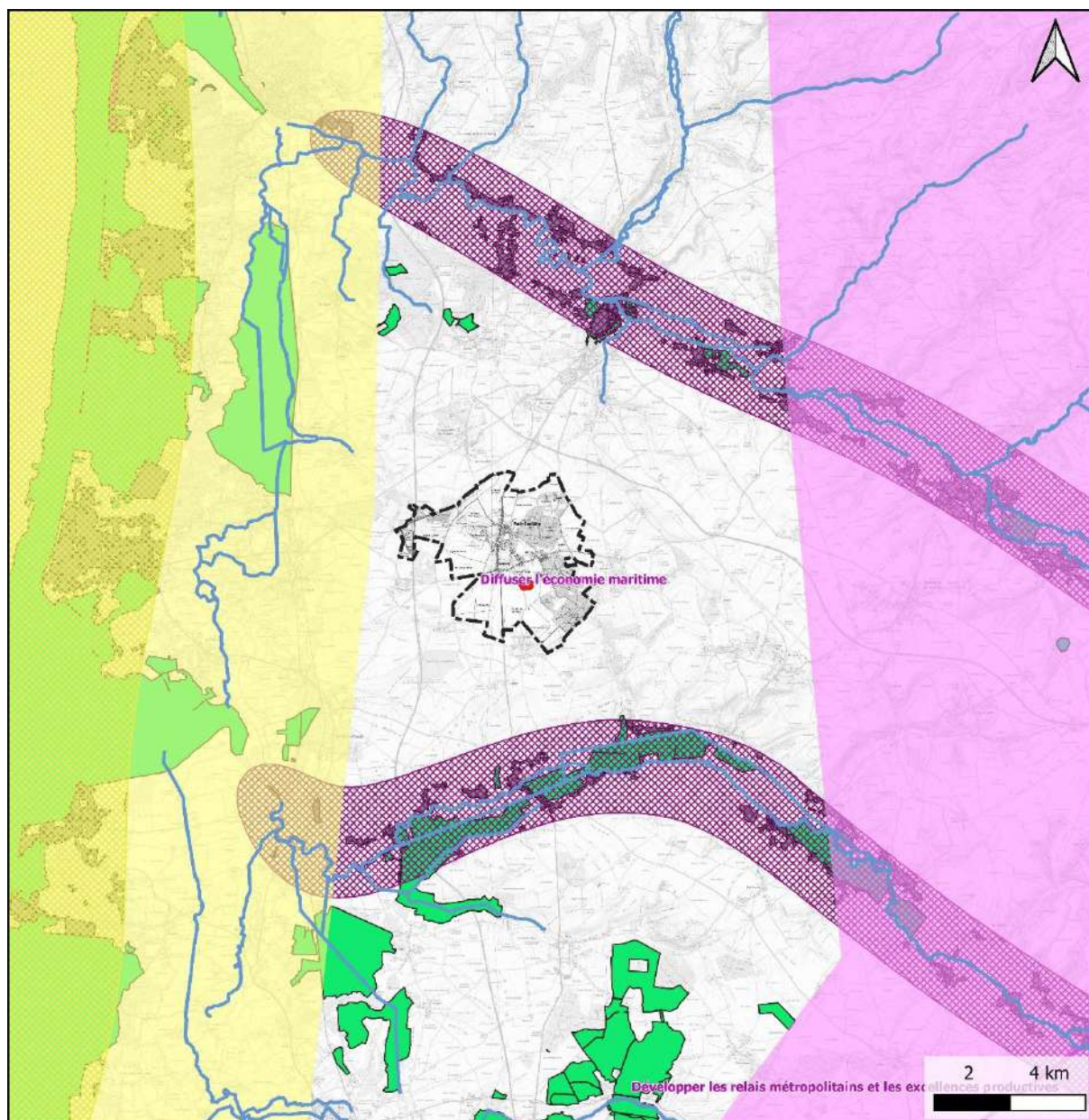


Schéma Régional d'Aménagement et de développement durable du territoire

Légende

- Extension de la carrière
- Limite administrative de Wailly-Beaucamp
- Trame bleue
- Réservoir trame verte
- Obstacle sur les réservoirs biologiques
- Obstacle sur les corridors biologiques

Espace à enjeux

Corridors biologiques

- littoral
- multitrane

Continuité écologique d'importance nationale

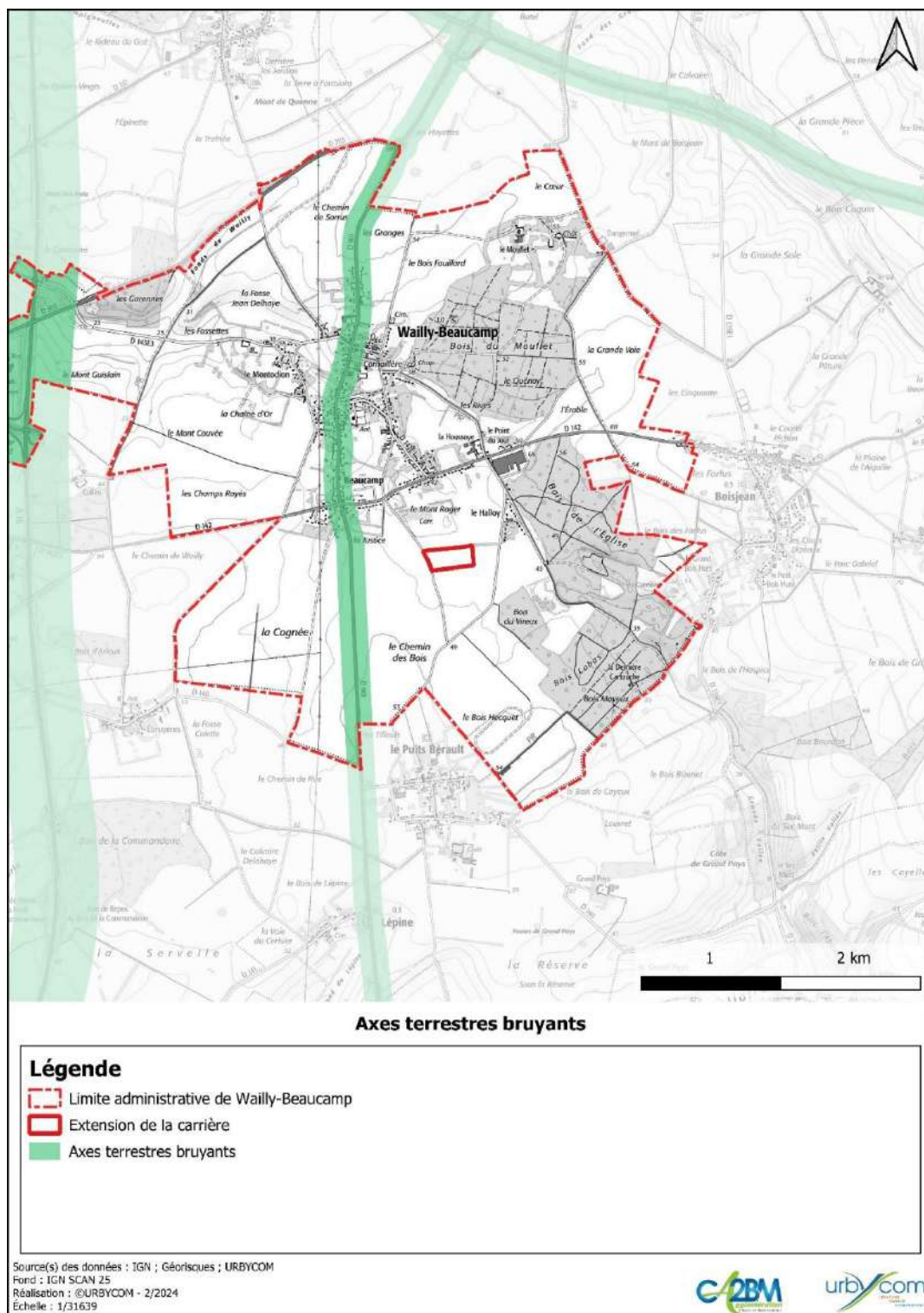
- Continuités écologiques bocagères
- Migration de l'avifaune

Source(s) des données : IGN ; SRADDET ; URBYCOM
 Fond : IGN SCAN 25
 Réalisation : ©URBYCOM - 12/2022
 Échelle : 1/137818

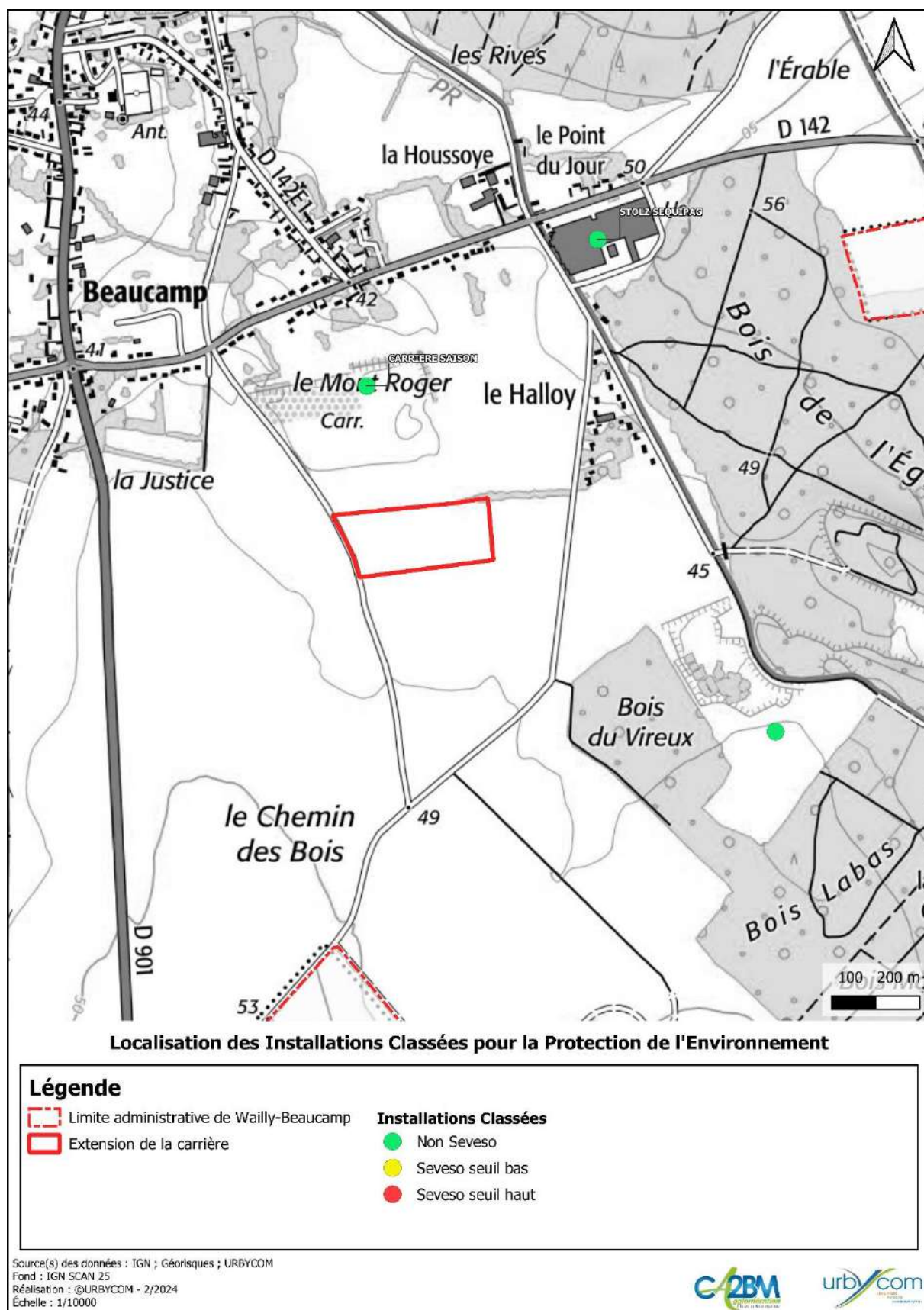


III. Risques

1. Ambiance sonore



2. Risques technologiques



IV. Paysage et patrimoine

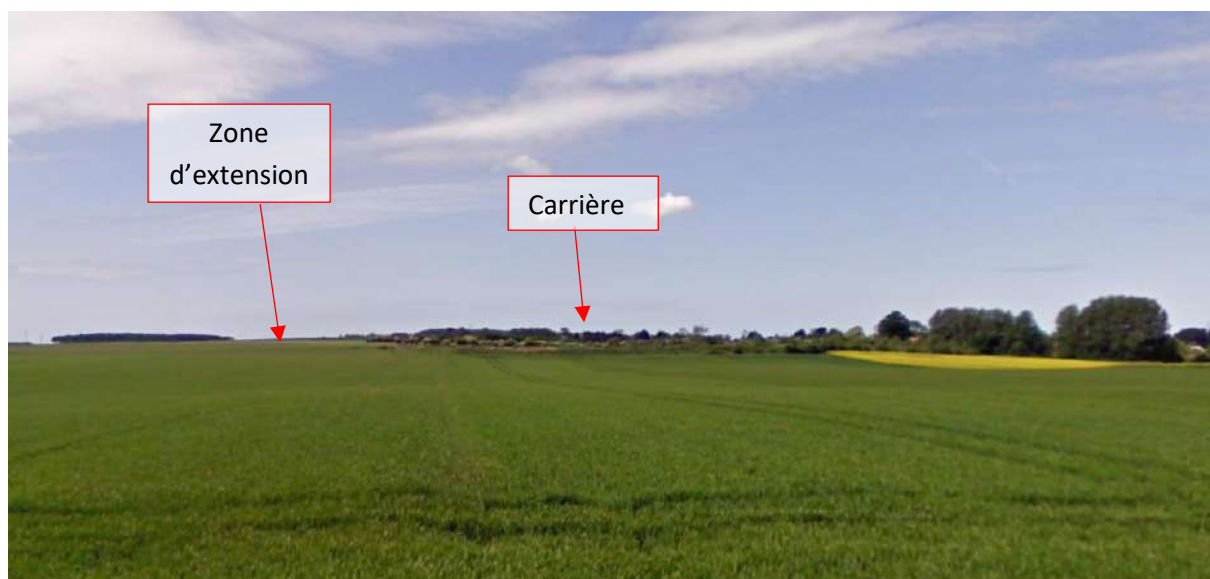
Vue de la carrière depuis le chemin d'accès

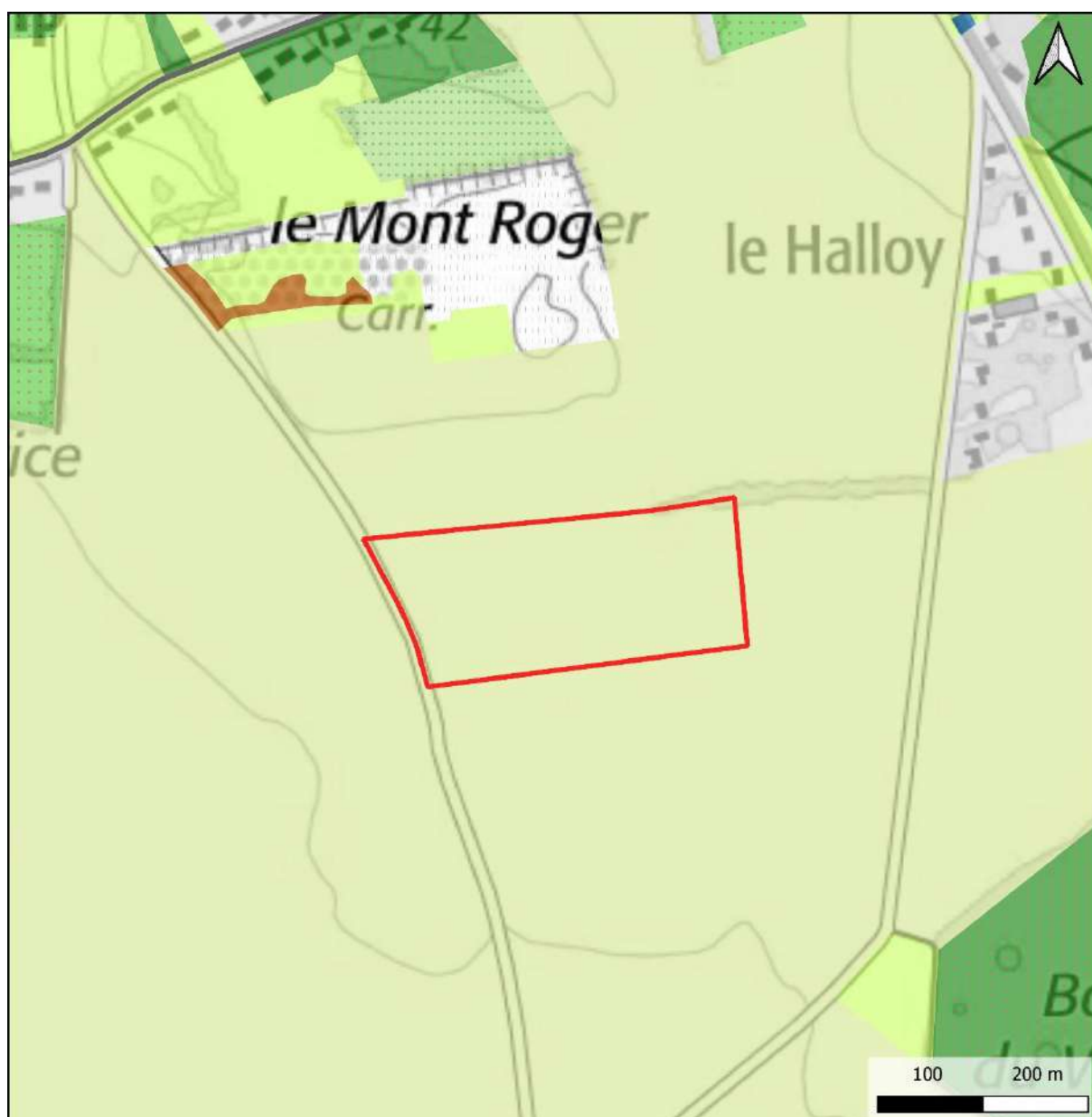


Vue du projet depuis le chemin d'accès



Vue depuis le chemin de Puits Berault





Occupation des sols (ARCH)

Légende

- Limite administrative de Wailly-Beaucamp
- Extension de la carrière

ARCH

- Carrières en activité
- Cultures
- Eaux douces
- Forêts caducifoliées

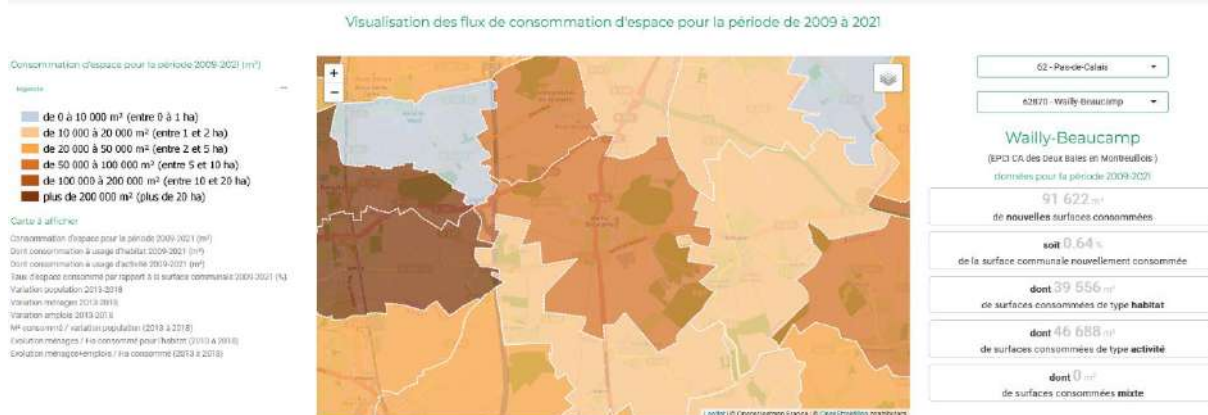
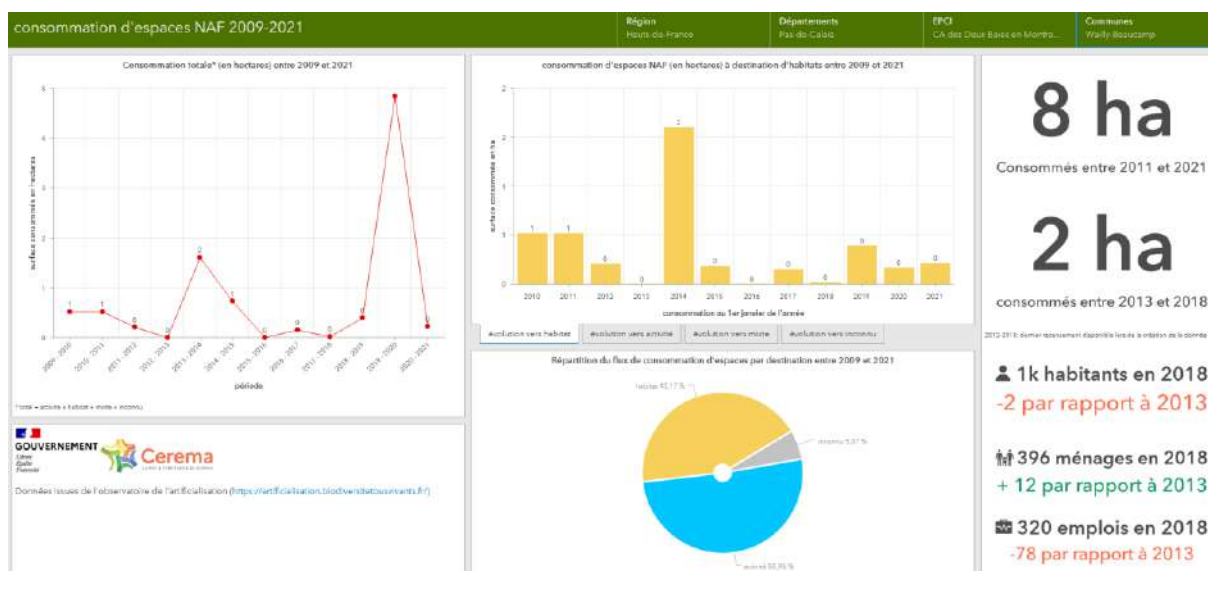
- Fourrés
- Pâtures mesophiles
- Prairies a fourrage des plaines
- Prairies mesophiles
- Réseaux routiers
- Villes, villages et sites industriels

Source(s) des données : IGN ; Nord-Pas-de-Calais ; URBYSOM
 Fond : IGN SCAN 25
 Réalisation : ©URBYCOM - 2/2024
 Echelle : 1/4970

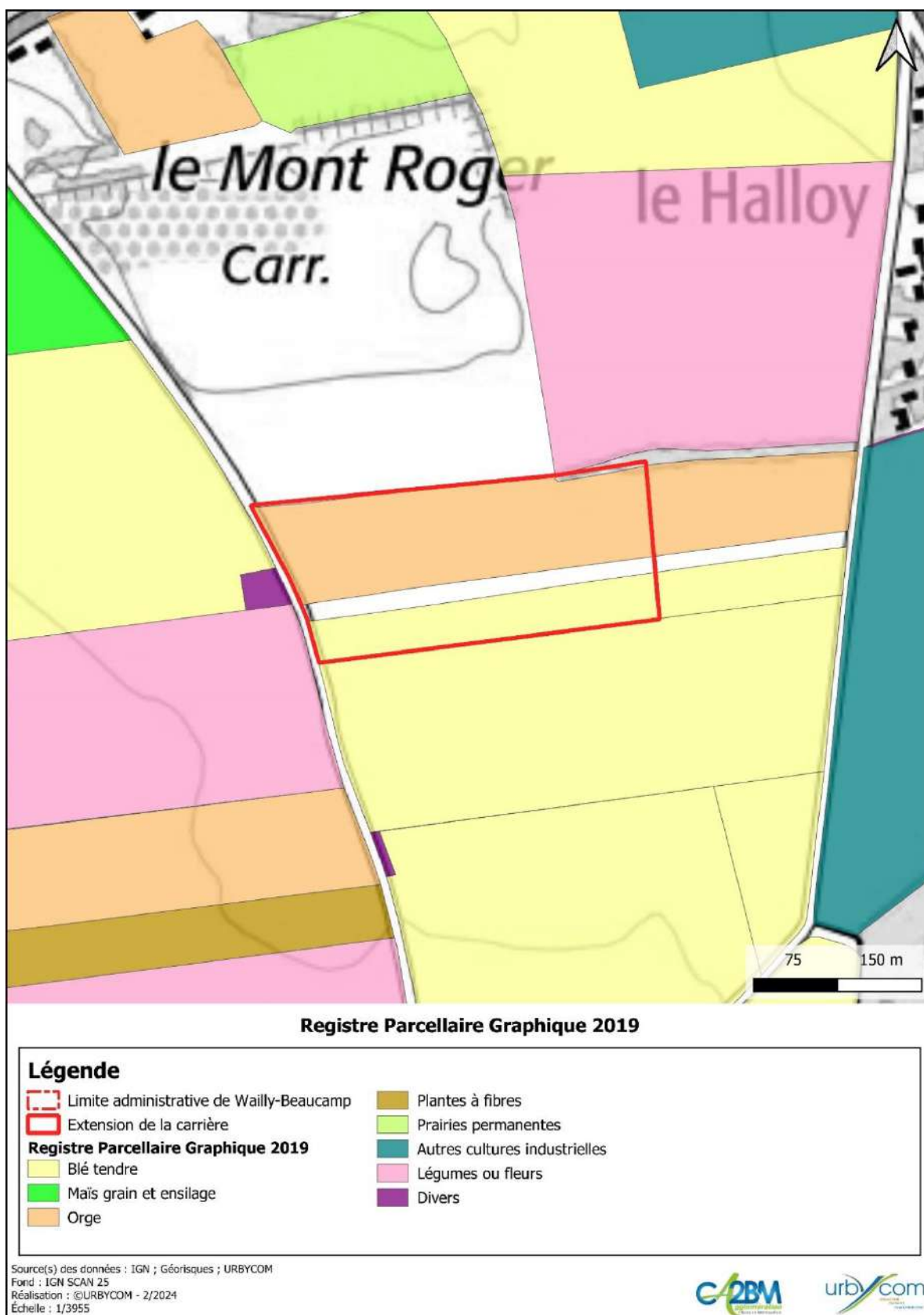


V. Milieu humain

i. Artificialisation des sols

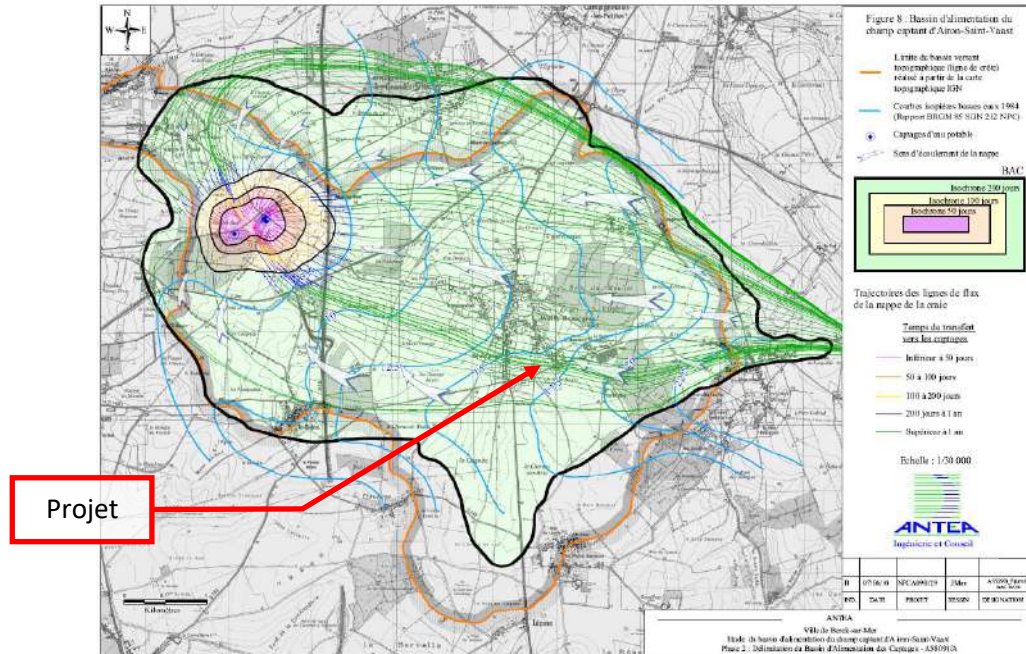


ii. Activités agricoles

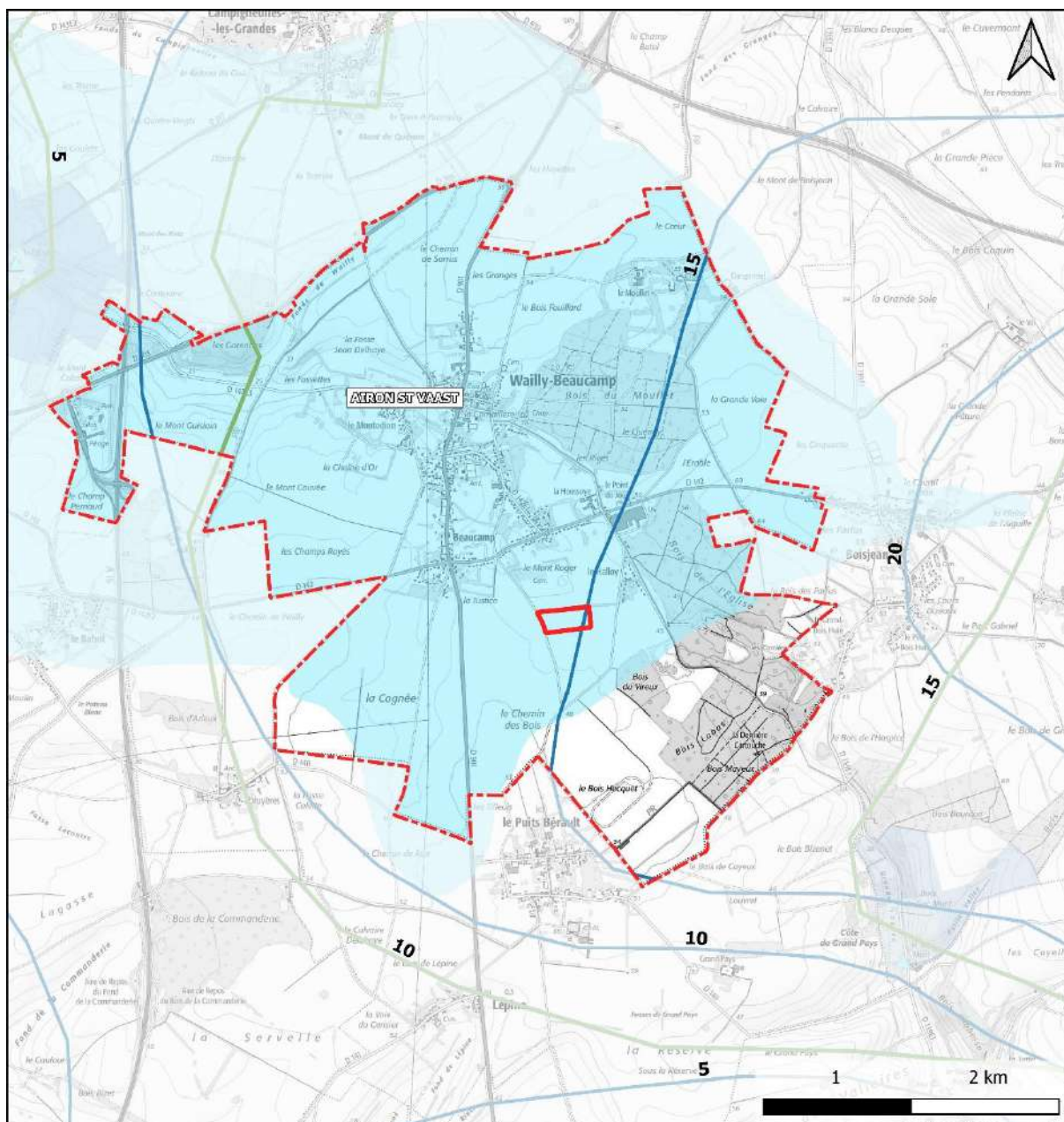


iii. Eau potable

Exploitation de la ressource en eau : Captage d'eau potable



Bassin versant et trajectoires des écoulements des captages de Airon -St Vaast
(Source Antéa)



Localisation des captages d'eau potable

Légende

- Limite administrative de Wailly-Beaucamp
- Extension de la carrière
- Aires d'Alimentation de Captage
- Piézométrie basses eaux 2009
- Piézométrie Basses Eaux 2024

Etat des captages

- ▲ Actif

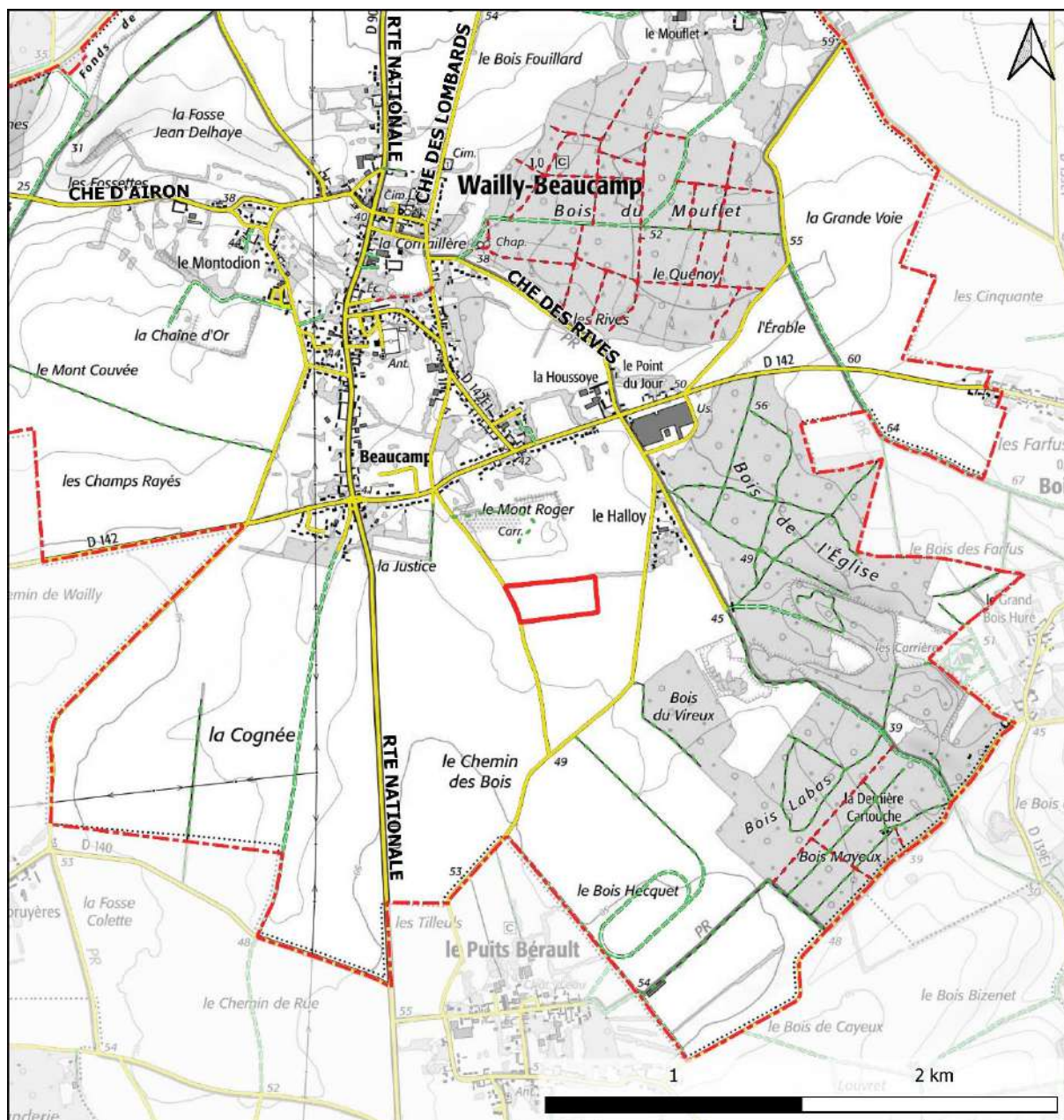
Périmètre de protection des captages

- Périmètre éloigné
- Périmètre immédiat
- Périmètre rapproché

Source(s) des données : IGN ; SDAGE Artois-Picardie ;
URBYCOM
Fond : IGN SCAN 25
Réalisation : ©URBYCOM - 2/2024
Échelle : 1/34454



iv. Déplacements



Réseaux routiers, chemins agricoles et récréatifs

Légende

- Limite administrative de Wailly-Beaucamp
- Extension de la carrière

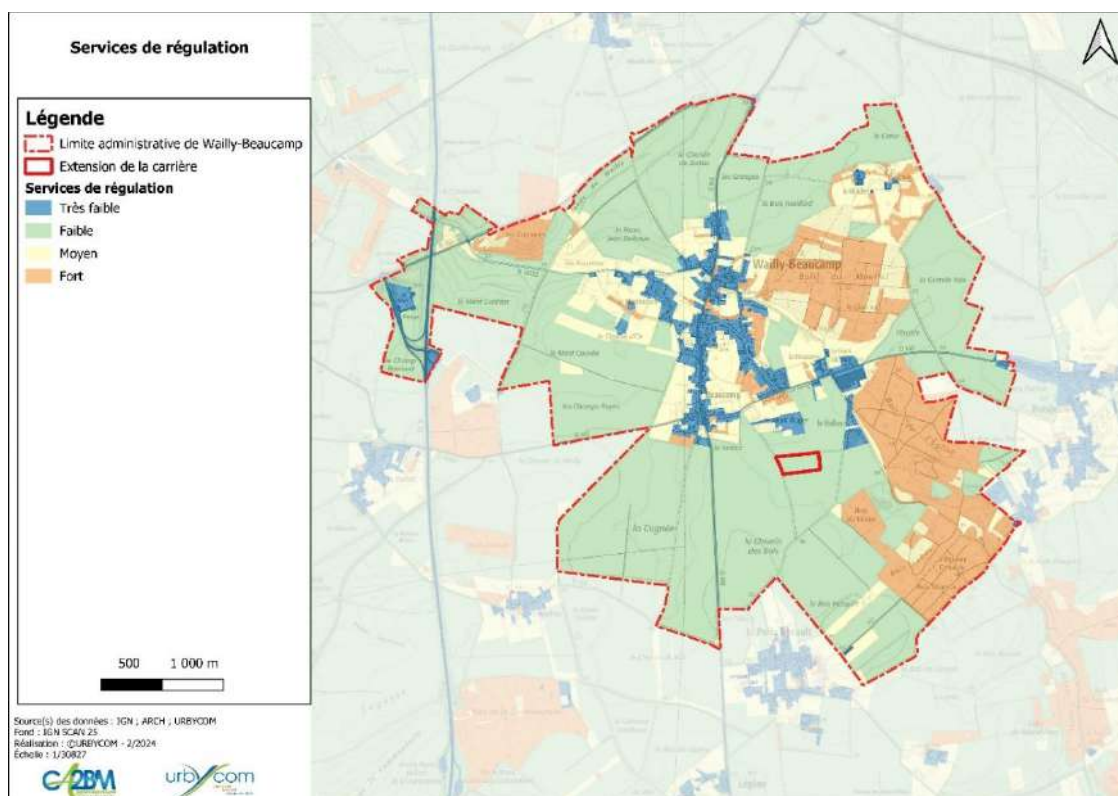
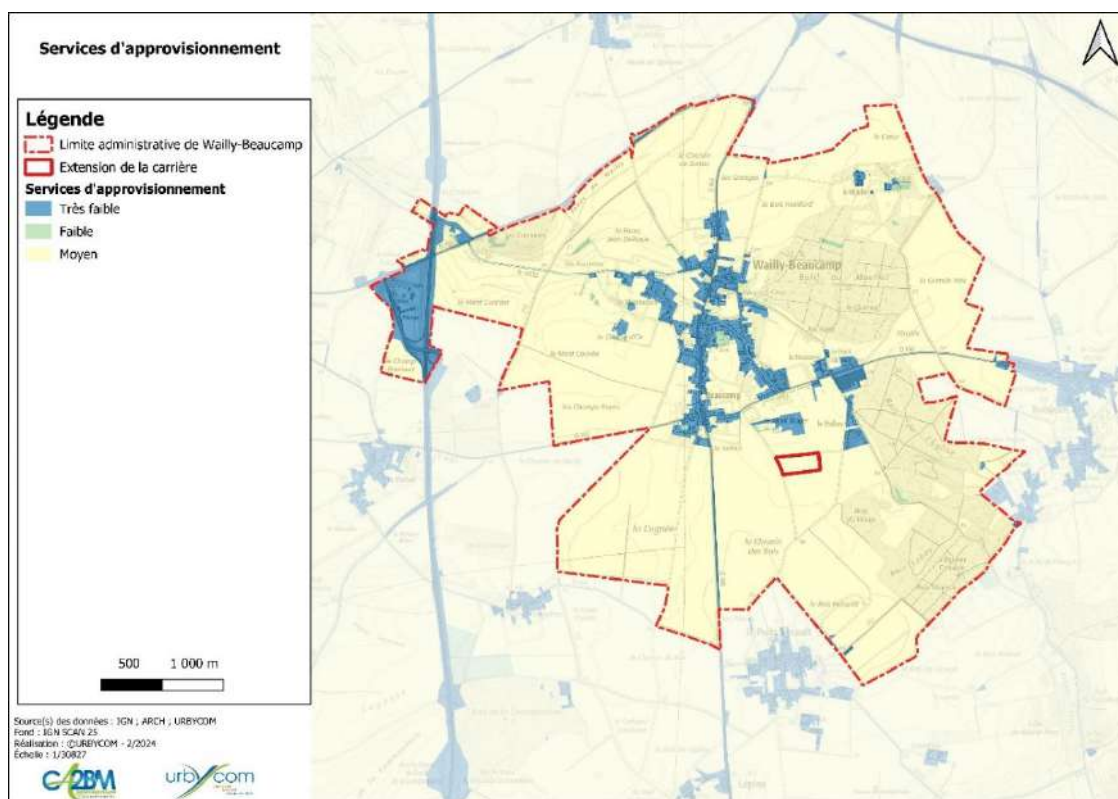
Type de routes

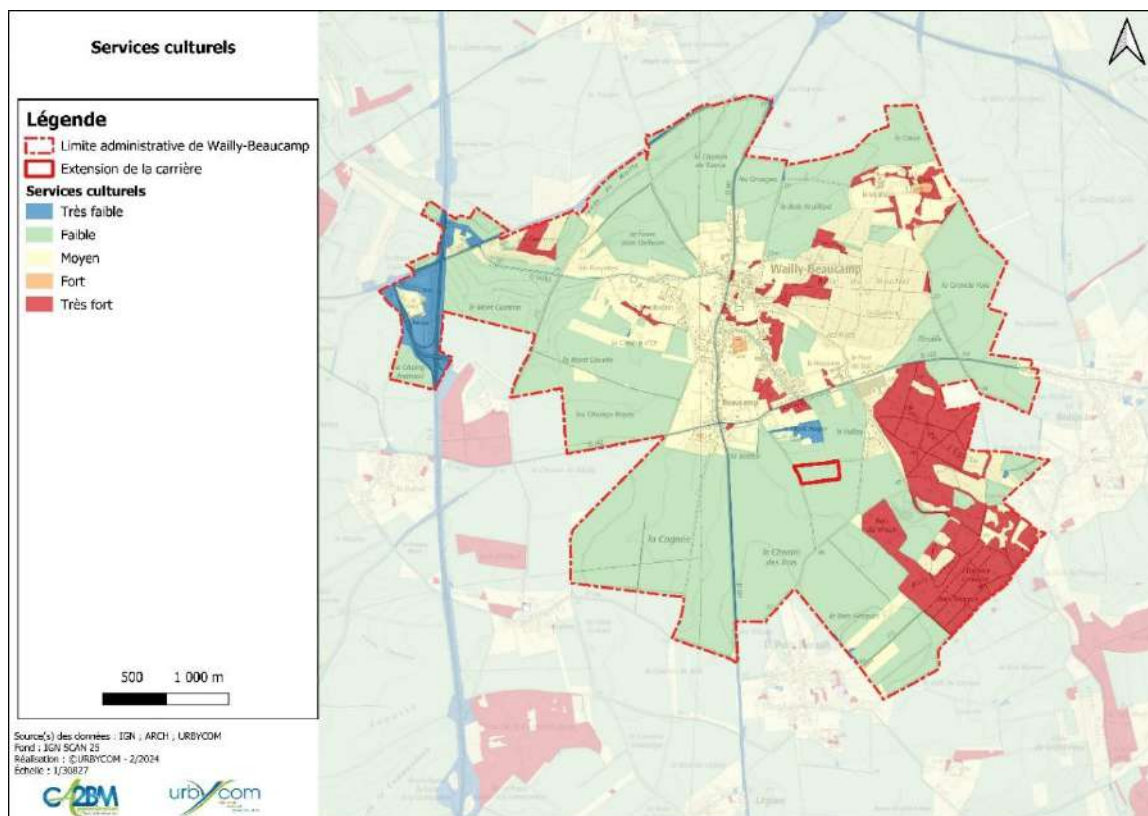
- Chemin
- Route à 1 chaussée
- Route empierrée
- Sentier

Source(s) des données : IGN ; BDTOPO ; URBYSOM
 Fond : IGN SCAN 25
 Réalisation : ©URBYCOM - 2/2024
 Echelle : 1/19880



VI. Services écosystémiques





IMPACTS ET MESURES « EVITER, REDUIRE, COMPENSER POUR L'ENVIRONNEMENT

Les tableaux suivants reprennent de manière synthétique la partie « Impacts du projet et mesures pour l'environnement » de l'évaluation environnementale.

I. Milieu physique

| Thématique | Enjeu | Impacts des projets | Mesures | | |
|------------------------------------|--|------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|--------------------------|
| | | | D'évitement | De réduction | De compensation |
| Topographie | - Topographie peu marquée | - Aucun impact significatif | - Aucune imperméabilisation des sols | / | / |
| Géologie | - Territoire essentiel composé de limons des plateaux et marne | - Exploitation du sol | / | - Limiter l'emprise de l'extension | - Remise en état du site |
| Imperméabilisation des sols | - Terre agricole de 4,09 ha | - Aucune imperméabilisation du sol | / | / | / |

II. Ressource en eau

| Thématique | Enjeu | Impacts des projets | Mesures | | |
|---------------------------------------|---|--|-------------------------------------|--------------|-----------------|
| | | | D'évitement | De réduction | De compensation |
| Hydrographie | <ul style="list-style-type: none"> - Pas de réseau hydrographique traversant le territoire - aucune zone humide sur la zone d'extension | Pas d'impact significatif, les projets sont essentiellement situés à distance de ces éléments. | Zones humides évitées | / | / |
| Hydrogéologie | <ul style="list-style-type: none"> - Vulnérabilité des nappes moyenne | Risque de pollution (engin de chantier) | Mise en œuvre de mesure d'évitement | / | / |
| Gestion de la ressource en eau | <ul style="list-style-type: none"> - Répondre aux objectifs du SAGE et du SDAGE - Présence d'une aire d'alimentation de captage d'eau potable | Aucune hausse de la consommation d'eau potable n'est attendue (déplacement de l'activité actuelle) | / | / | / |

III. Climat et qualité de l'air

| Thématique | Enjeu | Impacts des projets | Mesures | | |
|------------------|--------------------------------|--|-------------|--------------|-----------------|
| | | | D'évitement | De réduction | De compensation |
| Qualité de l'air | Bonne qualité de l'air globale | Aucune émission supplémentaire n'est attendue. | / | / | / |

IV. Milieu naturel

| Thématique | Enjeu | Impacts des projets | Mesures | | |
|-------------|--|---|-------------|--------------|-----------------|
| | | | D'évitement | De réduction | De compensation |
| ZNIEFF | <ul style="list-style-type: none"> - Aucune ZNIEFF au sein du territoire communal - 6 sont recensées dans un rayon de 5 km | Le projet n'impacte pas les ZNIEFF | / | / | / |
| Natura 2000 | - Aucun site Natura 2000 n'est recensé au sein du territoire. | Aucun impact significatif du fait de la distance des projets et des sites Natura 2000 (cf étude écologique) | / | / | / |

| | | | | | |
|--------------------------------|--|--|---|---|---|
| | - 17 sites sont recensés dans un rayon de 20km. | | | | |
| SRADDET | Aucun élément de la trame verte et bleue du SRADDET n'est identifié à proximité du territoire communal | Aucun impact significatif du fait de la distance des projets | / | / | / |
| Services écosystémiques | Préserver au maximum les services écosystémiques au sein du territoire. | Les projets présentent une perte non significative des services écosystémiques à leur échelle. De plus, à l'échelle du territoire cette perte n'est pas retrouvée. | Les impacts peuvent difficilement être évités étant la nature du projet | Remise en état du site après exploitation | / |

V. Paysage et patrimoine

| Thématique | Enjeu | Impacts des projets | Mesures | | |
|-------------------|--|---|-------------|---|-----------------|
| | | | D'évitement | De réduction | De compensation |
| Paysage | - Préserver les paysages du territoire et les grands paysages marquant l'identité du territoire. | Aucun impact significatif n'est attendu sur ces éléments. | / | Création d'une butte et plantation du contour du site | / |
| Patrimoine | Aucun patrimoine urbain ou naturel notable à proximité | Aucune incidence n'est attendue sur ces éléments. | | | |

VI. Risques naturels et technologiques

L'ensemble des risques du territoire est repris dans le règlement de chaque zone.

| Thématique | Enjeu | Impacts des projets | Mesures | | |
|--|--|---|-------------|--------------|-----------------|
| | | | D'évitement | De réduction | De compensation |
| Axes terrestres bruyants | Eviter que les projets n'engendrent de nouvelles nuisances sonores supplémentaires | Aucun impact supplémentaire, l'activité de la carrière est faiblement déplacée. | / | / | / |
| Inondation | Le territoire est peu concerné par les risques liés aux inondations | Aucune imperméabilisation prévue | / | / | / |
| Mouvement des argiles | Le territoire observe un aléa variant de faible à moyen. | Aucun impact du projet | / | / | / |
| Installations Classées pour la Protection de l'Environnement | 3 sites ICPE sont recensés. | Aucun impact du projet | / | / | / |
| Site pollué | Aucun site CASIAS, SIS ou BASOL | | | | |
| Cavités souterraines | Aucune cavité souterraine | | | | |

VII. Agriculture

| Thématique | Enjeu | Impacts des projets | Mesures | | |
|------------------|--|---------------------------|-------------|---|-----------------|
| | | | D'évitement | De réduction | De compensation |
| Surface agricole | - L'activité agricole est importante au sein du territoire : plus de 77% du territoire est occupé par des terres arables selon Corine Land Cover | - Consommation de 4,09 ha | / | Remise en état du site après exploitation | / |

CONCLUSION

Les enjeux et risques recensés au sein de la commune ont été revus sous l'angle de la révision allégée apportée sur le Plan Local d'Urbanisme de la commune.

Rappelons que les objectifs de cette modification ont pour but la préservation d'une activité économique industrielle et de l'emploi local l'activité agricole.

Les analyses ont montré que l'ensemble de ces éléments a peu d'impact sur l'environnement et le territoire communal.

Il est à noter que les impacts sont, pour la majorité, d'ores et déjà existants du fait de l'exploitation de l'actuelle carrière et qu'ils seront délocalisés sur la zone d'extension. L'exploitation n'augmentera pas son activité.